

SIDÉRURGIE

Quatre axes pour relancer El Hadjar

Le complexe sidérurgique d'El Hadjar, à Annaba, est appelé à retrouver une place centrale dans le dispositif industriel algérien. Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a affirmé jeudi, lors d'une visite d'inspection dans plusieurs unités industrielles de la wilaya, que la relance et la modernisation de ce fleuron de la sidérurgie nationale constituent « une priorité stratégique », compte tenu de son rôle dans le développement de l'industrie lourde et dans le renforcement de la souveraineté industrielle du pays. P 3



SÉCURITÉ HYDRIQUE

Biskra et El Kantara bientôt alimentées depuis Beni Haroun

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a annoncé, depuis El Kantara, que son département ministériel avait donné son accord de principe pour l'inscription d'un projet visant à alimenter les wilayas de Biskra et d'El Kantara en eau potable à partir du barrage de Beni Haroun (Mila).

P 2

E-PAIEMENT

Le nombre de web- marchands franchit le seuil de 1.000



Le nombre de web-marchands ayant intégré la plateforme de paiement sur Internet en Algérie a franchi le seuil symbolique de 1.000 à fin juin 2026, traduisant la dynamique soutenue que connaît la monétique dans le pays.

P 3

LIGNE FERROVIAIRE
ALGER-TAMANRASSET

Plus de 6 000 hectares déclarés d'utilité publique

Le projet de réalisation de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset entre dans une nouvelle étape réglementaire. Le décret exécutif n° 26-273 du 1er août 2026, publié au Journal officiel n°57, déclare d'utilité publique l'opération portant sur les tronçons El Meniaâ-In Salah et In Salah-Tamanrasset, confirmant le caractère stratégique de cette infrastructure pour le développement et le désenclavement du Grand Sud.

P 5

FAO

**Les prix alimentaires mondiaux
enregistrent une légère hausse
en juillet** P 4

ANNÉE SCOLAIRE 2026-2027

**La rentrée des élèves fixée
au 21 septembre** P 5

RENVERSEMENT D'UN AUTOBUS
À BOUMERDÈS

**Les premiers éléments
de l'enquête dévoilés** P 5

RENTRÉE DE LA
FORMATION
PROFESSIONNELLE/
SESSION D'OCTOBRE
2026

Lancement des
inscriptions

Les inscriptions pour la rentrée de la formation professionnelle au titre de la session d'octobre 2026 débutent ce samedi et se poursuivront jusqu'au 26 septembre prochain, a indiqué le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Ces inscriptions ouvrent aux jeunes de nouvelles perspectives pour l'acquisition de qualifications, le perfectionnement des compétences et la construction d'un avenir professionnel prometteur, en adéquation avec les exigences du marché du travail et les grands projets nationaux. Le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels avait annoncé que la période d'inscription "s'étalera du 8 août au 26 septembre 2026, la rentrée officielle de la formation étant fixée au 4 octobre 2026". Les inscriptions s'effectuent via le site électronique <https://takwin.dz>, précise la même source, rappelant que la rentrée de la formation professionnelle d'octobre 2026 est placée sous le slogan "Ton métier...le guide de ta vision pour ton avenir".

R.E.

GHARDAÏA
Plus de 200.000
palmiers traités
contre le
Boufaroua

Un effectif phœnicicole de pas moins de 205.000 palmiers de la wilaya de Gharđaia a été traité contre la maladie parasitaire de Boufaroua dans le cadre de la campagne préventive lancée cette saison agricole, a-t-on appris samedi de la direction locale des services agricoles (DSA). Retenue au titre du programme national de la protection de la santé végétale, cette campagne ayant ciblé, depuis le 6 juin dernier, l'ensemble des palmeraies de la région, a été sanctionnée par une réduction remarquable, soit 60%, des foyers de cette maladie végétale parasitaire, par rapport aux saisons précédentes, a indiqué le président de la chambre d'agriculture (CA), Rabah Ould El-Haddar. Selon le même responsable, les prévisions de la DSA tablent, par conséquence, sur la réalisation, au titre de la campagne de cueillette, d'une abondante et qualitative production dattière dans la wilaya de Gharđaia.

R.E.

SÉCURITÉ HYDRIQUE

Biskra et El Kantara bientôt
alimentées depuis Beni Haroun

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a annoncé, depuis El Kantara, que son département ministériel avait donné son accord de principe pour l'inscription d'un projet visant à alimenter les wilayas de Biskra et d'El Kantara en eau potable à partir du barrage de Beni Haroun (Mila).

Par Selma R.

S'exprimant lors d'une visite effectuée dans les deux wilayas, vendredi et samedi, en compagnie des walis de Biskra, Lakhdar Seddas, et d'El Kantara, Nacer Zougari, à l'issue de la présentation d'une étude consacrée à ce projet, le ministre a précisé que l'opération, dont le coût est estimé à 24 milliards de dinars, devrait mobiliser jusqu'à 75.000 m³ d'eau par jour au profit de plus de 400.000 habitants. Les populations concernées sont celles des communes d'El Kantara, Aïn Zaâtout et Loutaya, dans la wilaya d'El Kantara, ainsi que de Chetma, dans la wilaya de Biskra.

Le projet prévoit également la réalisation de deux stations de pompage et d'une station de traitement des eaux, des infrastructures destinées à accompagner le transfert et à assurer la qualité et la régularité de l'alimentation. Pour le ministre de l'Hydraulique, cette opération constitue un projet stratégique pour les deux territoires. Une fois réalisée, elle permettra d'assurer une « sécurisation totale » de l'alimentation en eau potable des populations concernées.

Au-delà de ce futur transfert, la visite ministérielle a permis de dresser un état des lieux de la situation du secteur hydraulique dans les deux wilayas. S'agissant de Biskra, le ministre a estimé que la situation de l'alimentation en eau potable était acceptable en termes de disponibilité des ressources. Il a toutefois relevé que le niveau de service demeure affecté par plusieurs facteurs, notamment les fuites d'eau, les branchements illicites et certaines insuffisances dans la gestion des réseaux.

Dans ce contexte, Lounès Bouzegza a insisté sur la nécessité de poursuivre simultanément la mobilisation des ressources et la réhabilita-

tion des réseaux, avec pour objectif d'améliorer leur rendement. Il a également mis en avant le rôle attendu de la « Police des eaux » dès son entrée en activité, notamment pour renforcer le contrôle et lutter contre les branchements illicites et les dépassements susceptibles d'affecter la pérennité du service public de l'eau.

Priorité aux grands transferts

Le ministre a par ailleurs souligné que la sécurisation à long terme de l'alimentation en eau des wilayas de Biskra et d'El Kantara reposera sur plusieurs projets structurants, notamment les grands transferts d'eau en direction du Sud et des Hauts-Plateaux. Cette orientation vise à renforcer la disponibilité de la ressource et à assurer une meilleure répartition des volumes d'eau entre les différentes régions, en fonction des besoins des populations et des activités économiques. La question de l'assainissement figure également parmi les priorités. Le ministre a appelé à rattraper le retard enregistré dans la réalisation des stations d'épuration des eaux usées, compte tenu de leur importance pour la protection de l'environnement et la valorisation de la ressource hydrique. L'amélioration des réseaux d'assainissement et de distribution de l'eau constitue ainsi l'un des principaux axes de travail retenus pour les deux wilayas. Compte tenu de l'importance de Biskra dans le domaine agricole, le ministre a également insisté sur la nécessité d'accompagner le développement des superficies irriguées par une gestion rationnelle des ressources en eau. L'enjeu consiste notamment à préserver les ressources hydriques souterraines et à garantir leur pérennité, conformément aux orientations visant à rationaliser l'utilisation de l'eau

et à optimiser sa valorisation. Cette question revêt une importance particulière dans une wilaya où l'activité agricole et l'irrigation représentent une part importante de la demande en eau. La visite de travail du ministre dans les deux wilayas a également été marquée par la mise en service de plusieurs infrastructures hydrauliques. À El Kantara, Lounès Bouzegza avait procédé vendredi à la mise en service d'un réservoir d'une capacité de 3.000 m³. Samedi, à Biskra, il a inauguré et mis en service un réservoir surélevé d'une capacité de 1.000 m³, ainsi qu'un forage situé sur la route de Tolga. Le ministre a également inspecté le projet de réhabilitation du système d'alimentation en eau potable de la ville de Biskra, qui s'étend sur 23,804 km. L'opération prévoit notamment le renouvellement des conduites de distribution, la réalisation de 705 branchements individuels avec installation de compteurs et la mise en place d'un nouveau système de sectorisation du réseau. L'un des objectifs majeurs de ce projet est d'améliorer le rendement du réseau, actuellement estimé à environ 41 %, pour le porter à 87 %, tout en réduisant les fuites et en améliorant la continuité du service. Lors de cette inspection, le ministre a également donné des instructions fermes aux entreprises chargées de la réalisation des projets hydrauliques, notamment pour assurer la remise en état des routes et des trottoirs après l'achèvement des travaux. Il a considéré que les retards dans la réalisation des projets, particulièrement en milieu urbain, sont inacceptables, appelant à prendre les mesures nécessaires à l'encontre des entreprises défaillantes. Le respect des délais et la qualité des travaux constituent, selon le ministre, des exigences essentielles pour garantir l'efficacité des investissements publics.

INTEMPÉRIES

Un dispositif anticipatif déployé à travers les wilayas

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a entrepris une série de mesures anticipatives et préventives à travers les différentes wilayas du pays, en prévision des intempéries attendues à la fin de la saison estivale et au début de l'automne, a indiqué samedi un communiqué du ministère.

Ces mesures interviennent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à "renforcer les dispositions anticipatives et à élever le niveau de préparation, en prévision des intempéries attendues avec la fin de la saison estivale et le début de l'automne, où les wilayas du pays ont commencé à prendre un ensemble de mesures préventives à

l'échelle locale". Dans ce cadre, les autorités locales ont tenu "des réunions de coordination avec la participation des différents services et organismes concernés, au cours desquelles l'accent a été mis sur le niveau de préparation, l'évaluation de la situation au niveau des points sensibles et des points noirs, ainsi que l'arrêt des plans d'intervention en prévision d'éventuelles perturbations météorologiques". Les services concernés ont entamé des opérations de "nettoyage et d'entretien des avaloirs, des bouches d'évacuation des eaux pluviales, des réseaux d'assainissement, des oueds et des cours d'eau, outre la levée des obstacles et le traitement des lacunes relevées, à même d'assurer la fluidité de l'écoulement des eaux et de limiter les risques d'accumu-

lation et de montée des eaux", ajoute la même source. Dans le même contexte, il a été procédé à "la mobilisation et la réquisition des moyens humains et matériels, ainsi qu'au renforcement de la coordination entre les différents secteurs et services, tout en garantissant la rapidité d'intervention en cas d'urgence, notamment au niveau des zones et des points exposés aux risques d'inondation". Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la concrétisation des directives visant à "privilégier l'action anticipative et préventive et à renforcer la préparation sur le terrain, de manière à contribuer à la protection des citoyens et de leurs biens et à atténuer les effets d'éventuelles intempéries", conclut le communiqué.

APS

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

SIDÉRURGIE

Quatre axes pour relancer El Hadjar

Le complexe sidérurgique d’El Hadjar, à Annaba, est appelé à retrouver une place centrale dans le dispositif industriel algérien. Le ministre de l’Industrie, Yahia Bachir, a affirmé jeudi, lors d’une visite d’inspection dans plusieurs unités industrielles de la wilaya, que la relance et la modernisation de ce fleuron de la sidérurgie nationale constituent « une priorité stratégique », compte tenu de son rôle dans le développement de l’industrie lourde et dans le renforcement de la souveraineté industrielle du pays.

Par Réda Hadi

Accompagné du wali d’Annaba, Abdelkrim Lamouri, le ministre a insisté sur la nécessité d’engager une nouvelle étape dans la gestion et la modernisation des entreprises industrielles publiques, en privilégiant un modèle fondé sur la bonne gouvernance, l’efficacité et la performance. L’objectif est de permettre aux entreprises nationales d’améliorer leur compétitivité, d’accroître leur capacité de production et de contribuer davantage à la création de richesse et de valeur ajoutée. Cette démarche s’inscrit dans le cadre des orientations des hautes autorités du pays visant à augmenter la contribution du secteur industriel au produit intérieur brut (PIB), notamment à travers la consolidation de la production nationale, la réduction de la facture des importations, la création d’emplois et le développement de nouvelles filières industrielles. Elle vise également à assurer un suivi plus étroit des investissements et à évaluer la capacité réelle des entreprises à mettre en œuvre leurs programmes de réhabilitation et de modernisation. À El Hadjar, Yahia Bachir a procédé à une première évaluation de la situation technique, productive et organisationnelle du complexe. Le ministre a relevé que l’entreprise dispose encore d’une « base industrielle considérable » et de potentialités importantes, malgré l’ancienneté d’une partie de ses installations. Plusieurs équipements étant arrivés au terme de leur durée de vie théorique, leur remplacement ou leur rénovation apparaît désormais nécessaire afin de permettre au complexe de répondre aux exigences internationales en matière de productivité, d’efficacité et de compétitivité. La relance du complexe devra ainsi reposer sur un programme de modernisation suffisamment ambitieux pour remettre à niveau les capacités de production et améliorer du-

ramblement les performances industrielles. L’enjeu dépasse toutefois la seule réhabilitation des équipements. Il s’agit également de reconstruire une chaîne de valeur sidérurgique intégrée, capable de fournir davantage de produits destinés au marché national et de soutenir les autres secteurs industriels. Le ministre a identifié quatre axes majeurs pour cette opération. Le premier concerne l’introduction de technologies et de techniques modernes dans les moyens de production. Le deuxième porte sur l’intégration de l’ensemble de la chaîne de valeur, depuis la réduction directe du fer jusqu’à la fabrication des produits finis. Le troisième repose sur le développement de partenariats industriels et technologiques internationaux selon une logique « gagnant-gagnant ». Enfin, le quatrième axe vise à maximiser la création de valeur ajoutée et d’emplois, avec pour objectif de consolider la souveraineté industrielle de l’Algérie. Cette approche accorde également une importance particulière aux complémentarités entre les entreprises nationales. La visite du ministre a ainsi débuté au groupe Ferrovia, spécialisé dans la construction d’équipements et de matériels ferroviaires. Yahia Bachir s’est enquis des capacités de l’entreprise dans la valorisation et la transformation des produits ferreux, soulignant la nécessité de renforcer les synergies entre Ferrovia et El Hadjar. La constitution d’une chaîne de valeur intégrée entre les deux entreprises pourrait contribuer à augmenter le taux d’intégration nationale, à développer les débouchés pour la production sidérurgique locale et à réduire progressivement le recours aux importations. Cette complémentarité apparaît d’autant plus importante que l’Algérie s’engage dans plusieurs projets structurants dans les domaines ferroviaire et minier, nécessitant des équipements, des matériaux et des produits industriels en volumes importants.

Au niveau de Ferrovia, le ministre a également examiné les programmes de production et les perspectives de développement, avec l’objectif de permettre au groupe de mieux répondre aux besoins du marché national. L’entreprise est notamment appelée à accompagner les grands programmes publics portant sur l’extension et la modernisation du réseau ferroviaire ainsi que sur le développement des projets miniers. La tournée ministérielle s’est poursuivie à la Compagnie industrielle des transports algériens (Cital), où Yahia Bachir a pris connaissance des activités de l’entreprise et de ses projets futurs. Il a insisté sur la nécessité d’accroître sa contribution au programme national de développement du transport ferroviaire, notamment à travers l’augmentation du taux d’intégration locale, la valorisation des compétences nationales et l’élargissement des partenariats industriels et technologiques. À travers ces orientations, le ministère entend favoriser l’émergence d’un véritable écosystème industriel autour des grands projets structurants. La sidérurgie, le ferroviaire et les activités minières sont ainsi appelés à développer davantage de complémentarités afin de générer des effets d’entraînement sur l’ensemble du tissu industriel. La visite a enfin conduit le ministre à inspecter une assiette de foncier industriel récupérée dans la commune de Berrahal. Cette réserve foncière représente, selon le ministre, une opportunité pour accueillir de nouveaux investissements productifs, notamment dans le domaine sidérurgique. Sa valorisation pourrait permettre d’élargir la base industrielle de la région d’Annaba, de favoriser l’implantation de nouvelles activités et de renforcer la création de valeur ajoutée et d’emplois.

ALGÉRIE-MALI

Une convergence totale de vues entre les deux pays

Le Premier ministre malien, le Général de division Abdoulaye Maïga, a souligné qu’il y a une "convergence totale de vues" entre le Président de la Transition, le Général d’armée Assimi Goïta, et le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment sur les principes de "respect de la souveraineté des Etats et de non ingérence dans les affaires intérieures". "Une convergence totale de vues existe aujourd’hui entre le Président de la Transition, le Général d’armée Assimi Goïta, et le Président algérien Abdelmadjid Tebboune, notamment sur les principes de respect de la souveraineté des Etats et de non ingérence dans les affaires intérieures", a affirmé M. Maïga lors du Grand Oral consacré au bilan des cinq années de la Transition au Mali. Répondant aux questions des journalistes, M. Maïga a reconnu que des "divergences" avaient existé il y a quelques mois sur certains sujets, tout en précisant qu’elles "sont désormais dépassées". Il a également rappelé les liens historiques, culturels et humains qui unissent les deux peuples, précisant que plusieurs responsables maliens et algériens, dont lui-même, ont été formés à l’Ecole nationale d’administration (ENA) d’Alger, estimant que "ces relations fraternelles doivent continuer à renforcer la coopération entre les deux pays". Le Premier ministre malien a également réaffirmé la volonté commune des deux pays de bâtir "une région pacifiée, sécurisée et débarrassée du terrorisme, du néocolonialisme et de toute prétention hégémonique". Il a conclu en rappelant que "malgré les divergences qui peuvent parfois surgir en diplomatie, les relations entre le Mali et l’Algérie demeurent fondées sur le dialogue, le respect mutuel et la défense des intérêts des deux Etats". R E.

E-PAIEMENT

Le nombre de web-marchands franchit le seuil de 1.000

Le nombre de web-marchands ayant intégré la plateforme de paiement sur Internet en Algérie a franchi le seuil symbolique de 1.000 à fin juin 2026, traduisant la dynamique soutenue que connaît la monétique dans le pays. Selon les dernières données du Groupement d’intérêt économique de la monétique (GIE Monétique), l’Algérie comptait 1.004 web-marchands à la fin du premier semestre 2026, contre 644 à la même période de l’année précédente, soit une progression de 55 %. Cette évolution s’explique par "les initiatives engagées pour le développement des moyens de paiement électronique, qui ont permis d’améliorer les conditions d’accessibilité des commerçants à la plateforme dédiée", souligne le GIE Monétique. La forte progression du nombre de web-marchands figure parmi les principaux facteurs ayant favorisé la hausse des transactions de paiement sur Internet, dont le nombre a atteint 15.431.994 opérations au premier semestre 2026, en hausse de 52 % par rapport à la même période de 2025. La valeur totale des transactions réalisées

via Internet s’est élevée à près de 346 milliards de dinars, enregistrant une croissance exceptionnelle de 867 % sur un an, une performance qui s’explique notamment par l’intégration des moyens de paiement électronique pour le règlement des échéances du programme AADL 3, des frais du Hadj ainsi que pour l’achat des moutons de l’Aïd El-Adha. Ainsi, le secteur des services administratifs a poursuivi, durant les six premiers mois de l’année, sa forte progression, avec une hausse de 155 %. Selon le GIE Monétique, ce segment continue de gagner en importance dans l’activité du paiement sur Internet, représentant désormais 19 % de l’ensemble des transactions, tandis que le secteur des télécommunications qui dominait largement les paiements en ligne ces dernières années, a vu sa part reculer à 46 %, contre 92 % en 2020. Autre fait marquant du semestre, le secteur des assurances a connu une progression spectaculaire de 1.307 %. Le nombre de ses transactions est passé de 40.309 au premier semestre 2025 à 567.192 durant la même période de 2026, sous l’effet notam-

ment des nouvelles dispositions interdisant le recours aux paiements en espèces dans ce secteur. S’agissant du paiement de proximité, les transactions effectuées sur les terminaux de paiement électronique (TPE) ont dépassé les huit millions d’opérations au premier semestre, en hausse de 81 % sur un an, pour une valeur totale de 82 milliards de dinars (+106 %). Concernant le paiement mobile, le bilan du GIE Monétique fait ressortir une progression de 32 % de la valeur des transactions intra-bancaires (entre les clients d’une même banque) réalisées par QR Code, à 32 milliards de dinars. Les transactions de type P2P (transfert de compte à compte) ont également progressé de 32 %, atteignant 397 milliards de dinars, ce qui en fait la deuxième activité monétique en valeur, derrière les retraits sur distributeurs automatiques de billets (DAB/GAB). Le paiement mobile interbancaire a, pour sa part, connu une forte accélération au premier semestre 2026, avec une croissance de 1.200 % des transactions par QR Code et de 490 % des opérations P2P. Lan-

cés officiellement au début de l’année 2025 sous l’appellation "DZ Mob Pay", ces deux services reposent sur l’interopérabilité assurée par le switch mobile national, mis en service en juin 2024. Le dispositif compte actuellement sept banques pilotes, avec une extension progressive prévue à l’ensemble des établissements bancaires. En matière de retraits par carte bancaire, le nombre d’opérations effectuées sur les distributeurs automatiques de billets (DAB/GAB) a dépassé les 131 millions de transactions valides au premier semestre 2026, en hausse de 16 % sur un an, pour une valeur supérieure à 2.448 milliards de dinars (+15 %). A fin juin 2026, le parc national comptait 4.919 distributeurs automatiques de billets en service, soit un ratio de 14,73 automates pour 100.000 adultes, contre 13,84 une année auparavant, selon le GIE Monétique rappelant que la moyenne mondiale s’établissait à 40,42 automates pour 100.000 adultes en 2023.

Synthèse R E.

MÉTaux PRÉCIEUX

L’or atteint un sommet de sept semaines

L’or a bondi vendredi, atteignant son plus haut niveau en sept semaines, porté par une baisse inattendue des créations d’emplois non agricoles aux Etats-Unis en juillet, qui a réduit les anticipations de hausse des taux d’intérêt. Le métal jaune au comptant a progressé de 2,6 % à 4.348,87 dollars l’once à 13h08 GMT, après avoir touché son plus haut niveau depuis le 17 juin. Les contrats à terme américains ont gagné 2,5 % à 4.408,00 dollars. La baisse des taux d’intérêt renforce l’attractivité de l’or par rapport aux actifs rémunérés, car le métal précieux ne génère pas de rendement propre. Parmi les autres métaux précieux, l’argent a avancé de 4,5 % à 64,26 dollars l’once, le platine de 1,4 % à 1.753,09 dollars et le palladium de 0,4 % à 1.375,75 dollars, tous orientés vers des gains hebdomadaires.

APS

MONNAIES

Le dollar recule face au principales devises

Le dollar recule vendredi, miné par les statistiques décevantes de l’emploi américain le mois dernier qui rebatent les cartes sur la trajectoire monétaire que pourrait suivre la Réserve fédérale (Fed) dans les prochains mois. Vers 18H50 GMT, le billet vert cédait 0,36% à la monnaie unique euro-péenne, à 1,1566 dollar pour un euro, et perdait 0,58% contre la devise nipponne, à 157,52 yens pour un dollar. Au mois de juillet, le marché de l’emploi américain a perdu 23.000 postes, là où les analystes tablaient sur une hausse de l’ordre de 83.000. Les statistiques officielles mettent aussi en avant une forte révision à la baisse des créations d’emplois en mai et juin (-103.000). Un tel changement d’orientation a réduit les taux obligataires mais pèse dans le même temps sur le dollar, qui trouve plutôt du soutien lorsque le marché attend des taux plus haut.

APS

COMMERCE EXTÉRIEUR

Délais supplémentaires aux opérateurs pour parachever les procédures d’importation

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations a annoncé, jeudi dans un communiqué, l’octroi de délais supplémentaires aux opérateurs économiques exerçant dans le domaine de l’importation destinée à la revente en l’état, afin de leur permettre de parachever les procédures de domiciliation bancaire et de satisfaire aux différentes formalités liées aux opérations d’importation. A cet effet, la durée de vali-

dité du visa des programmes prévisionnels destinés à la domiciliation bancaire a été prorogée de 45 jours à 90 jours, précise le ministère. Il a été également décidé de proroger jusqu’au 15 septembre 2026 la validité du visa des programmes prévisionnels visés au cours du premier semestre de l’année 2026, au profit des opérateurs n’ayant pas encore achevé les démarches de domiciliation bancaire, ajoute la même source.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,02	-7,85	6,09	10,14	11156	3 848 820,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,41	-0,25	7,56	7,64	9832	13 764 800,00
BIOPHARM	BIO	2 512,00	NC	0,00	0,05	1,05	6,68	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 115,00	2109,00	-0,28	-6,37	-5,13	8,74	8,30	2006	4 230 654,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-2,84	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,04	6,94	4,22	4,71	0	0,00

FAO

Les prix alimentaires mondiaux enregistrent une légère hausse en juillet

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont légèrement augmenté en juillet (+0,6% par rapport à juin), tirés par la hausse des prix des céréales du sucre et des huiles végétales, a annoncé vendredi l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) sur son site web. Par produit, l’Indice FAO du prix des céréales a progressé de 3,4 % par rapport à juin porté par la fermeté du blé et du maïs et de 6,9 % au dessus de son niveau de juillet 2025. Les prix du blé ont grimpé de 5,8% par rapport à juin et de 9,9 % par rapport à la même période de 2025 notamment à cause des vagues de chaleur dans plusieurs pays producteurs et des perturbations des exportations dans un contexte

de tensions géopolitiques. Le maïs a suivi la même tendance en hausse de 3,6% par rapport à juin, sous l’effet de la sécheresse dans certaines régions des Etats-Unis. Le sorgho a légèrement progressé , tandis que l’orge a reculé grâce à des perspectives favorables en Australie et dans la mer Noire. Les prix du riz sont restés globalement stables. Par ailleurs, l’Indice des prix des huiles végétales a atteint en juillet son plus haut niveau depuis juin 2022. La hausse a été portée par l’huile de palme ainsi que par l’huile de soja, stimulée par une demande robuste sur les marchés mondiaux. Les prix de l’huile de tournesol et de colza ont, en revanche, ont reculé, en raison des perspectives de stocks plus abondants pour la saison 2026/2027.

L’indice des produits laitiers à poursuivre sa baisse en juillet reculant de 0,7% par rapport à juin. De son côté, l’Indice des prix du sucre a progressé de 5,6% en juillet, soutenu par une demande mondiale ferme et par des inquiétudes concernant les condition climatiques dans certaines grands pays producteurs. Par ailleurs, les prix de la viande ont reculé de 2,8% par rapport à juin, enregistrant sa première baisse de l’année. Les cotations ont diminué dans toutes les catégories, à l’exception de l’ovin. Les prix de la volaille ont fléchi, notamment au Brésil, en raison d’une offre exportable abondante.

APS

AVEC LA PARTICIPATION DES CITOYENS ET DES ASSOCIATIONS
Campagne nationale de nettoyage à travers les quartiers et les espaces publics

abords de routes, contribuant ainsi à l’amélioration du paysage urbain. A l’instar des autres wilayas du pays, une vaste campagne de nettoyage a été lancée, vendredi matin, dans l’ensemble des communes de la wilaya d’Alger, en application des instructions du ministre, wali d’Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, adressées aux walis délégués des 14 circonscriptions administratives, les appelant à "intensifier les efforts pour préserver la propreté de l’environnement". Cette campagne a été menée à travers les différents quartiers de la capitale, avec la participation des services de la wilaya, re-

présentés par les circonscriptions administratives, les directions exécutives et les établissements publics, qui ont mobilisé d’importants moyens humains et matériels pour son succès. A travers cette initiative, les autorités entendent résorber les points noirs, nettoyer les agglomérations, les cités et les rues principales, curer les avaloirs, réparer les fuites d’eau et entretenir les espaces verts dans l’ensemble des communes, tout en procédant à la maintenance de l’éclairage public et à l’embellissement des principaux axes routiers par un éclairage décoratif.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Produits		أسعار التجزئة ²			المنتجات
		DA / Kg			
		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا
	Tomate	79	94	64	الطماطم
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف
	Carotte	92	103	80	الجزر
	Navet	204	228	180	اللفت
	Poivron	121	136	107	الفلفل الأخضر
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار
	Courgette	86	101	71	الكوسة
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	126	140	112	الخس
Fruits frais	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي
	Datte	508	639	376	التمر
	Banane	617	645	589	الموز
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر
	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)

LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMANRASSET

Plus de 6 000 hectares déclarés d'utilité publique

Le projet de réalisation de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset entre dans une nouvelle étape réglementaire. Le décret exécutif n° 26-273 du 1er août 2026, publié au Journal officiel n°57, déclare d'utilité publique l'opération portant sur les tronçons El Meniaâ-In Salah et In Salah-Tamanrasset, confirmant le caractère stratégique de cette infrastructure pour le développement et le désenclavement du Grand Sud.

Par Zahir R.

D'une longueur cumulée de 1.086 kilomètres, les deux tronçons concernés constituent un maillon majeur de la future ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset. Le premier, reliant El Meniaâ à In Salah, s'étend sur 410 km, tandis que le second, entre In Salah et Tamanrasset, affiche une longueur de 676 km. Le décret souligne le caractère d'intérêt général, national et stratégique de cette opération. La déclaration d'utilité publique porte sur une superficie totale de 6.055 hectares, 63 ares et 25 centiares, répartie entre les wilayas d'El Meniaâ, In Salah et Tamanrasset. Dans le détail, 1.046 hectares sont concernés dans la commune de Hassi Gara, dans la wilaya d'El Meniaâ, 2.436 hectares dans la commune d'In Salah, tandis que 2.572 hectares sont situés dans les communes d'In Amguel, Abalessa et Tamanrasset. Cette déclaration d'utilité publique permet notamment d'engager les procédures foncières nécessaires à la réalisation de l'infrastructure, conformément à la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Une ligne conçue pour les voyageurs et le fret

Le premier tronçon, El Meniaâ-In Salah, sera réalisé sur 410 km avec une vitesse

maximale prévue de 220 km/h pour les trains de voyageurs et de 100 km/h pour les trains de marchandises. Les travaux de terrassement nécessiteront notamment 5,1 millions de m³ de déblais et 8,2 millions de m³ de remblais. Le tronçon comprendra également 7 tunnels, 13 viaducs, 10 ouvrages ferroviaires, 28 ouvrages routiers et 420 ouvrages hydrauliques. Sur le plan des infrastructures voyageurs, le projet prévoit une gare mixte à In Salah ainsi que 11 gares de croisement. La ligne sera équipée du système de signalisation ERTMS-ETCS niveau 1 et d'un système de télécommunications GSM-R sur support fibre optique. Le deuxième tronçon, In Salah-Tamanrasset, représente à lui seul 676 km. Il sera également conçu pour une vitesse maximale de 220 km/h pour les voyageurs et de 100 km/h pour le transport de marchandises. L'ampleur des travaux sera particulièrement importante, avec près de 8,09 millions de m³ de déblais et 38,97 millions de m³ de remblais. Cette partie de la ligne nécessitera la réalisation de 26 viaducs, 23 ouvrages ferroviaires, 23 ouvrages routiers et 285 ouvrages hydrauliques. Le tracé comprendra sept gares, notamment au PK ferroviaire n°151, à Arak, Moulay Lahcen, In Amguel, Tit, Outoul et une gare mixte à Tamanrasset. À cela s'ajouteront 12 gares de croisement.

Comme pour le premier tronçon, le système de signalisation retenu est l'ERTMS-ETCS niveau 1, tandis que les télécommunications seront assurées par le GSM-R sur fibre optique.

Un projet structurant pour le Grand Sud

Par ailleurs, la future liaison Alger-Tamanrasset est appelée à jouer un rôle important dans l'amélioration de la connectivité des territoires du Sud, en facilitant la circulation des personnes et le transport des marchandises. La possibilité d'assurer à la fois le transport de voyageurs et de fret devrait également renforcer les échanges entre les différentes régions traversées et contribuer à une meilleure intégration économique des territoires du Grand Sud. Le choix d'une vitesse maximale de 220 km/h pour les voyageurs et l'intégration de systèmes modernes de signalisation et de télécommunications témoignent par ailleurs de la volonté d'inscrire cette infrastructure dans un réseau ferroviaire répondant à des standards technologiques modernes. Le texte prévoit également les dispositions financières liées aux opérations d'expropriation. Les crédits nécessaires au versement des indemnités dues aux personnes concernées par l'expropriation de biens et droits réels immobiliers devront être disponibles et consignés auprès du Trésor public.

ANNÉE SCOLAIRE 2026-2027

La rentrée des élèves fixée au 21 septembre

Conformément aux hautes instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le calendrier de la rentrée scolaire pour l'année 2026-2027 a

été modifié. Ainsi, la rentrée du personnel administratif est fixée au dimanche 6 septembre 2026, tandis que les enseignants reprendront leurs fonctions le dimanche 13 sep-

tembre, a précisé un communiqué des Services du Premier ministre. Les élèves, quant à eux, rejoindront les bancs de l'école le lundi 21 septembre 2026. Il est à rappeler que la

rentrée scolaire 2026-2027 était initialement fixée au 6 septembre, par le ministre de l'Éducation nationale, avant d'être reportée.

S R.

IMPORTATIONS ALGÉRIENNES DE PANNEAUX SOLAIRES CHINOIS

En recul de 46 % au premier semestre 2026

Les importations algériennes de panneaux solaires chinois ont enregistré un net recul au cours des six premiers mois de 2026. Elles se sont établies à 460 MW, contre 850 MW durant la même période de 2025, soit une baisse de 46 % en glissement annuel. Cette évolution intervient après le bond spectaculaire des importations enregistré en 2025, dans un contexte marqué par l'accélération des projets solaires en Algérie.

Selon les dernières données de la Energy Research Unit, basée à Washington "Attaqa", l'Algérie a importé 460 MW de panneaux photovoltaïques chinois entre janvier et juin 2026, contre 850 MW au cours du premier semestre de l'année précédente. En volume, cette évolution représente une diminution de 390 MW.

Le ralentissement s'est particulièrement accentué au deuxième trimestre. Entre avril et juin 2026, les importations n'ont atteint que 160 MW, contre 400 MW durant le même trimestre de 2025, soit une baisse de 60 % sur un an. Elles ont également diminué de 47 % par rapport aux 300 MW importés au premier trimestre de cette année, précise la

même source. L'évolution mensuelle des importations fait ressortir une tendance globalement baissière, malgré une hausse enregistrée en mars. L'Algérie a importé 110 MW en janvier, 40 MW en février, 150 MW en mars, 40 MW en avril, 40 MW en mai et 80 MW en juin.

Avec 150 MW, mars a ainsi enregistré le niveau d'importations le plus élevé du premier semestre. Ce volume représente une progression de 150 % sur un an, les importations n'ayant atteint que 60 MW durant le même mois de 2025.

À l'inverse, avril a connu le plus important recul annuel, avec une baisse de 75 %, à 40 MW contre 160 MW un an auparavant. Le mois de mai a également enregistré une forte contraction de 73 %. En janvier, malgré une baisse de 71 % en glissement annuel, le recul a été particulièrement important en termes de capacité, avec 270 MW de moins qu'au même mois de 2025.

Après le boom des importations en 2025, la baisse observée au premier semestre 2026 intervient après une année 2025 particulièrement dynamique. Les importations algériennes de panneaux solaires chinois

avaient alors été multipliées par six, passant de 350 MW en 2024 à 2,1 GW en 2025. Cette forte progression avait notamment accompagné le lancement des travaux de construction de plusieurs centrales solaires à travers le pays. Le ralentissement des importations enregistré depuis le début de l'année ne signifie donc pas nécessairement un recul de l'ambition algérienne dans le domaine des énergies renouvelables. Il intervient alors que plusieurs projets sont en cours de réalisation et que le pays poursuit son objectif d'atteindre 15.000 MW de capacités renouvelables installées à l'horizon 2035. À la fin de 2025, la capacité algérienne d'énergies renouvelables s'élevait à 619 MW. Ce niveau devrait progresser avec la mise en service des nouvelles centrales solaires actuellement en construction. L'évolution future du secteur dépendra ainsi moins du seul volume des équipements importés que de la capacité à transformer ces approvisionnements et les projets engagés en capacités de production électrique effectivement opérationnelles et raccordées au réseau national.

Synthèse Z R.

RENVERSEMENT D'UN AUTOBUS À BOUMERDÈS

Les premiers éléments de l'enquête dévoilés

Le procureur général près la Cour de Boumerdès a tenu une conférence de presse pour présenter les résultats de l'enquête préliminaire sur l'accident ayant causé le renversement d'un autobus, le 31 juillet 2026 à Boumerdès. Selon les premiers éléments de l'enquête, le voyage avait été organisé à travers des pages sur les réseaux sociaux, notamment la page « AYOUB VOYAGE », qui donnait l'impression au public qu'il s'agissait d'une agence touristique disposant de plusieurs autobus et proposant différentes destinations. Les réservations s'effectuaient par téléphone, avec un prix fixé à 1.400 DA par passager. Le départ avait eu lieu vers 5h00 du matin, après le ramassage des voyageurs à partir de 3h00. L'accident s'est produit sur la voie d'évitement à deux chaussées reliant la RN 24, au niveau du lieu-dit El Karma, dans la commune de Boumerdès, sur une portion présentant une pente de 7 %.

Le parquet a précisé que cette voie, mise en service le 28 août 2025, ne présentait, au moment de l'accident, ni nids-de-poule, ni fissures, ni présence d'huile, d'eau ou de sable. Les dispositifs de sécurité étaient conformes aux normes. La vitesse maximale autorisée sur cet axe était fixée à 60 km/h, tandis que les conditions météorologiques et la visibilité étaient bonnes.

L'enquête a également révélé que le conducteur, Dib Oussama, avait effectué la veille une excursion touristique dans la wilaya de Jijel, avant de regagner El Eulma après minuit et de reprendre la route quelques heures plus tard en direction de Boumerdès. L'expertise technique a établi que le contrôle technique du véhicule était toujours valable jusqu'au 2 octobre 2026. L'autocar avait une capacité de 51 personnes, conducteur compris, alors qu'il transportait 64 personnes au moment de l'accident. Selon les mesures effectuées, sa vitesse juste avant le début du freinage, à l'entrée du virage, était estimée à 121,63 km/h, soit largement au-dessus de la vitesse autorisée sur cette portion. L'examen des systèmes de freinage de service et de secours n'a pas révélé de défaillance antérieure à l'accident. Le système de direction ne présentait pas non plus de défaut préalable. En revanche, l'expertise du système d'assistance au freinage moteur par actionnement électromagnétique a révélé des défaillances importantes antérieures à l'accident, son efficacité ne dépassant pas 50 %.

Le conducteur, Dib Oussama, est décédé sur les lieux de l'accident. Une autopsie a été pratiquée à l'hôpital de Boumerdès et un prélèvement biologique a été transmis à l'Institut national de criminalistique et de criminologie pour analyse. Les résultats ont révélé que le conducteur conduisait sous l'influence de différentes substances stupéfiantes et psychotropes, détectées dans une partie de l'échantillon de sang prélevé au niveau du cœur. L'enquête a également porté sur le téléphone portable du conducteur, qui contenait deux cartes SIM appartenant à deux opérateurs différents. Le procureur a indiqué en outre que le chauffeur n'a aucun contrat de travail avec le propriétaire du bus. Ce dernier, en fait, louait son bus pour le transport universitaire durant l'année. Pendant l'été, il le cède à une agence de voyages, Berbère Tour, qui l'utilise dans les excursions, ont révélé encore les investigations.

Synthèse R E.

MESSAÂD
Lancement des
travaux de réalisation
d'un hôpital
de 120 lits

La wilaya de Messaâd a nouvellement créé a enregistré, jeudi, le lancement des travaux de réalisation d'un hôpital de 120 lits de nature à contribuer au renforcement des infrastructures du secteur de la santé et à l'amélioration du service public.

Le chantier du projet a été lancé par le wali de Djelfa, Djahid Mous, en compagnie du wali délégué de Messaâd, Adel Daoudi, dans le cadre du programme de développement complémentaire.

Selon la fiche technique de réalisation du projet, dont le délai de est fixé à 36 mois, une enveloppe de 5 milliards de DA a été accordée pour les travaux de construction et l'équipement de l'établissement, qui sera doté de l'ensemble des services médicaux nécessaires.

Après avoir écouté des explications détaillées sur la réalisation du projet, le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté sur la nécessité de respecter les normes de qualité dans la des travaux ainsi que les délais contractuels.

Il a souligné que cette nouvelle infrastructure constitue « une priorité de développement pour promouvoir le secteur de la santé et améliorer les services assurés aux citoyens ».

Le projet, qui sera implanté à proximité du nouveau pôle urbain, comprend un vaste bâtiment regroupant des services médicaux spécialisés, des salles de soins, des blocs opératoires, des espaces spécialement aménagés pour l'imagerie médicale par radiologie de pointe, ainsi que des espaces d'accueil et d'hospitalisation.

Cette nouvelle infrastructure renforcera le système de santé publique, rapprochera les services médicaux des citoyens et leur évitera les déplacements vers des hôpitaux éloignés pour les cas spécialisés ou les interventions chirurgicales complexes, selon de nombreux habitants de Messaâd.

Agence

ORAN

Le parc des dinosaures du Village méditerranéen fait rugir l'été et séduit les familles

Dès la fin de l'après-midi, une foule de visiteurs emprunte les allées du Village méditerranéen de Belgaïd (Oran). Entre les éclats de rire des enfants, les exclamations de surprise et les rugissements qui résonnent à intervalles réguliers, le parc "Jurassic Park", ouvert depuis le 24 juin, s'est rapidement imposé comme l'une des attractions phares de la saison estivale à Oran.

Sur près de deux hectares, dix-sept reproductions grandeur nature de dinosaures plongent les visiteurs dans l'univers de la préhistoire. Grâce à des mécanismes animés et à des effets sonores reproduisant les cris de ces impressionnantes créatures sous les yeux d'un public où se mêlent fascination, curiosité et parfois une pointe d'appréhension chez les plus jeunes. A partir de 16 heures, les familles aisées en nombre. Smartphones en main, parents et enfants multiplient les photographies et les vidéos devant les géants préhistoriques, tandis que les plus téméraires s'approchent au plus près des mâchoires du Tyrannosaurus rex ou des longues griffes du Spinosure. Pour les enfants passionnés, la visite prend des allures de véritable expédition scientifique. C'est le cas de Sami, cinq ans, qui impressionne les visiteurs en identifiant sans hésitation chacune des espèces exposées. Devant le T-Rex, le Tricératops, le Vélociraptor, le Brachiosaure ou encore le Stégosaure, le jeune garçon partage avec enthousiasme des anecdotes sur leur alimentation, leur taille ou leur époque, sous le regard amusé de ses parents.

"Il est passionné par les dinosaures. Il possède de nombreux livres sur le sujet et connaît pratiquement toutes les espèces. Au-

jourd'hui, il peut enfin les voir en grandeur nature", confie sa mère, ravie de voir son fils passer des pages des livres à une expérience immersive.

Au fil de la visite, les réactions sont unanimes. Les enfants courent d'un spécimen à l'autre, tandis que les parents recevront une sortie qui conjugue divertissement et découverte. Beaucoup estiment que cette animation apporte une offre de loisirs originale pendant les vacances scolaires et constitue une alternative appréciée aux sorties habituelles.

Le parc attire également des visiteurs venus de plusieurs wilayas de l'Ouest, notamment d'Aïn Temouchent, de Sidi Bel-Abbès, de Mascara et de Relizane. Nombre d'entre eux explique avoir découvert cette attraction grâce aux réseaux sociaux, après avoir visionné les vidéos de l'édition organisée l'été dernier à Alger.

"Nous avons souhaité y aller lorsqu'il était installé à Alger, mais le déplacement avec les enfants n'était pas évident. Son arrivée à Oran nous a permis de vivre cette expérience en famille", témoigne une mère venue d'Aïn Temouchent avec ses trois enfants. Les visiteurs saluent particulièrement le réalisme des reproductions, la qualité des décors et les animations mécaniques qui ren-

forcent l'immersion. Les rugissements, les mouvements de tête, des mâchoires ou des files d'attente donnent l'impression que ces géants, disparus depuis des millions d'années, reprennent la vie, le temps d'une promenade.

Au-delà de cette animation, le Village méditerranéen confirme progressivement sa vocation de pôle de loisirs et de tourisme. Réalisé à l'occasion de la 19e édition des Jeux méditerranéens d'Oran en 2022 pour héberger les athlètes et les délégations, le site accueille désormais, notamment durant la période estivale, diverses manifestations culturelles, sportives et récréatives.

S'étendant sur 39 hectares, le complexe dispose de plus de 4.200 lits répartis dans plus de 2.200 chambres, ainsi que des restaurants, d'une polyclinique, d'équipements sportifs, d'espaces verts et de nombreuses infrastructures destinées à l'accueil du public.

Le parc des dinosaures offre aux habitants d'Oran, aux estivants et aux visiteurs des wilayas voisines une attraction qui contribue à diversifier les loisirs proposés pendant la saison estivale dans la capitale de l'Ouest.

APS

UNIVERSITÉ DE TÉBESSA

460 nouveaux postes pédagogiques de formation à l'annexe de l'ENS

L'université chahid cheikh Larbi-Tebessi de Tébessa a prévu 460 postes pédagogiques de formation à l'annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) au titre de l'année universitaire 2026-2027, a indiqué jeudi son recteur, Pr. Abdelkrim Gouasmia. Le même responsable a précisé à l'APS que cette annexe, qui se trouve au pôle universitaire chahid Drid-Abdelmadjid de la commune de Boulhaf-Dir, formera pour la deuxième année consécu-

tive des enseignants des deux paliers primaires et moyens issus des cinq wilayas de l'Est du pays (Khenchela, Oum El Bouaghi, Souk Ahras, Guelma et Tébessa). Pas moins de 217 de ces postes sont réservés à la formation des enseignants du primaire dans les langues arabe et française et 243 autres postes pour la formation des enseignants du moyen dans les langues arabe, française et anglaise ainsi que dans les sciences phy-

siques, les sciences de la nature et de la vie, l'histoire et la géographie ainsi que les mathématiques, selon la même source.

Après avoir rappelé que cette annexe avait accueilli en sa première année 564 étudiants, Pr. Gouasmia a indiqué que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour le bon déroulement des cours théoriques et pratiques au sein de cette annexe. Concernant les préparatifs de la pro-

chaine rentrée universitaire, le même responsable a prévu l'accueil de plus de 6.000 nouveaux étudiants dans les divers domaines et spécialités enseignées, y compris les nouvelles offres en licence et master.

L'université chahid cheikh Larbi-Tebessi de Tébessa compte six facultés, deux instituts, une annexe de la faculté de médecine et une autre de l'ENS.

APS

MOSTAGANEM

Réalisation de sept nouvelles cantines scolaires en prévision de la prochaine rentrée des classes

Les travaux de réalisation de sept nouvelles cantines scolaires ont été lancés, récemment, dans la wilaya de Mostaganem, en prévision de la rentrée scolaire 2026-2027, indique, jeudi, un communiqué de la cellule de l'information et de la communication du cabinet du wali.

La même source précise la réalisation que la de ces cantines s'inscrit dans le cadre du programme de renforcement des infrastructures éducatives, d'amélioration des conditions de scolarisation des élèves et de généralisation de la restauration scolaire, pour une enveloppe financière globale de 175 mil-

lions de dinars. Les projets concernent l'école Ben-Si-Youcef-Mokhtar et l'école Lahouel-Abdelkader dans la commune de Mostaganem, l'école Ben-aiicha-Mohamed dans la commune d'Aïn Tedelès, ainsi que l'école Ab-boud-Ziane dans la commune de Sidi Ali.

Le programme prévoit également la réalisation de cantines similaires à l'école Belkhodja-Abdelkader dans la commune de Nekmaria, à l'école Benabbou-Ahmed dans la commune de Hadjadj, ainsi qu'à l'école Benmekki-Benabdou dans la commune de Benabdelmalek-Ramdane, ajoute le

communiqué. Mercredi, le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a donné le coup d'envoi des travaux de construction de la cantine scolaire de l'école Lahouel-Abdelkader, d'une capacité de 100 repas par jour, souligne-t-on.

Le wali a insisté sur la nécessité de veiller à la qualité des travaux et au respect des normes à toutes les étapes de la réalisation. Il a également demandé d'adopter une conception esthétique pour les façades de la cantine afin qu'elles s'intègrent harmonieusement à l'environnement scolaire, a fait savoir la même source.

Il a, en outre, souligné l'importance de l'acquisition d'équipements de haute qualité afin d'assurer un service de restauration scolaire dans les meilleures conditions.

Enfin, le wali a exigé que le projet soit livré au plus tard le 1er novembre prochain, tout en veillant à une séparation totale entre le chantier et l'établissement scolaire, afin de garantir la sécurité des élèves. Il a également demandé que les travaux de fondation soient achevés avant la prochaine rentrée scolaire, conclut le communiqué.

R E.

Les géants de la tech vont-ils subir le sort de l'industrie du tabac ?

Les géants du numérique – Meta, Google et Apple – se heurtent à une contestation populaire croissante. Ils enchaînent les revers judiciaires majeurs, pour violation des droits des consommateurs. Au point que certains comparent les big tech à la situation de l'industrie du tabac quelques décennies plus tôt, qui a connu un rapide déclin suite à une multitude de procès. Pourtant, les profits du secteur de la tech demeurent intacts, tout comme son influence, en décorrélation totale avec ses difficultés juridiques.

2^e partie et fin

Par Rob Larson,
traduction Alexandra Knez.

Reconnue coupable d'avoir exercé un monopole d'abord dans le domaine de la recherche en ligne, puis dans celui des technologies publicitaires destinées aux éditeurs, l'entreprise a échappé aux pires conséquences. Elle a dû s'acquitter de lourdes amendes, notamment en Europe, mais n'a pour l'instant fait l'objet d'aucun « démantèlement » – c'est-à-dire de cessions forcées obligeant les entreprises à se séparer de certaines parties de leur empire, comme l'avait demandé le ministère américain de la Justice en sollicitant le tribunal pour que YouTube et Chrome soient dissociés d'Alphabet, la société mère de Google.

Le juge chargé de l'affaire relative aux moteurs de recherche a estimé que les paiements versés par l'entreprise à Apple et Samsung pour obtenir le statut de moteur de recherche par défaut exclusif constituaient une pratique abusive, mais il a refusé d'accéder à la demande du gouvernement visant à instaurer un « écran de choix » permettant aux utilisateurs d'un nouveau téléphone ou d'un nouveau navigateur de sélectionner une option parmi plusieurs propositions, arguant que cela constituait une ingérence excessive dans la conception des produits. Il y aura donc toujours des moteurs de recherche et des navigateurs Web par défaut sur les nouveaux smartphones, et Google pourra continuer à verser des sommes colossales pour obtenir cette position prisée. Les versements importants de l'entreprise aux fabricants de matériel devraient se poursuivre, notamment à Apple qui reçoit plus de 20 milliards de dollars par an de la part du géant de la recherche, soit un bénéfice quasi intégral.

La modération dont a fait preuve le juge dans sa décision concernant les mesures correctives s'explique par sa conviction que la concurrence sur le marché de l'IA limiterait le pouvoir de monopole futur de Google, même si l'immense volume de données de recherche et du Web dont dispose l'entreprise explique en partie pourquoi son moteur d'IA Gemini a pris une position dominante sur certains segments du marché.

Les mesures correctives à prendre dans l'affaire relative aux technologies publicitaires font toujours l'objet de délibérations, mais au vu des questions posées par le juge présidant le tribunal de grande instance, le secteur de la publicité prévoit de moins en moins de mesures sévères. Une fois encore, la sanction potentielle la plus sévère serait la cession d'AdX, la principale plateforme d'enchères publicitaires de l'entreprise. Mais des règles fondées sur le comportement sont plus probables, comme celle qui obligerait Google à autoriser les éditeurs (les sites web diffusant des publicités servies par le logiciel de Google) à fixer des seuils minimaux différents pour les enchères des différents



acheteurs, ce que le géant de la recherche a jusqu'à présent refusé. Or, les publicités affichées sur le Web sont généralement considérées comme le segment le moins valorisé de l'inventaire publicitaire ; cela ne constituerait donc pas un changement majeur, mais plutôt un petit compromis visant à éviter des bouleversements plus importants. Et comme l'ont montré les affaires Microsoft et d'autres, les mesures correctives comportementales peuvent être ignorées dès lors que l'attention du public s'estompe.

Le fait que YouTube soit visé par le procès californien signifie que la plateforme devra elle aussi affronter une vague de poursuites dans les années à venir, à moins d'être ultérieurement épargnée par la Cour suprême. L'entreprise dispose toutefois de moyens considérables pour se défendre : cette filiale d'Alphabet génère à elle seule davantage de bénéfices que l'ensemble du vaste secteur médiatique de Disney, et elle est désormais considérée comme la plus grande entreprise médiatique au monde. Avec les affaires en appel et la possibilité que la portée des futures poursuites soit restreinte, la plateforme vidéo ne devrait pas être contrainte d'opérer des transformations majeures.

Des marchés captifs

L'autre front majeur de la techlash s'est développé au sein des entreprises qui contrôlent des marchés captifs entiers. L'année dernière, un juge fédéral a une nouvelle fois ordonné à Apple de suspendre les commissions qu'elle prélevait auprès des développeurs, en violation d'un accord antitrust conclu en septembre 2021. Les développeurs de logiciels qui commercialisent des jeux ou des applications sur l'App Store de l'iPhone étaient, depuis des années, contraints de reverser 30 % de leurs recettes à Apple. Mais ce modèle a vacillé après la décision rendue dans l'affaire intentée par Epic, le créateur de Fortnite. Apple a alors instauré de nouvelles commissions quasi identiques et les a maintenues malgré une injonction lui ordonnant de cesser cette pratique.

L'entreprise ayant persisté dans cette pratique malgré des injonctions antérieures, le juge l'a de nouveau citée à comparaître et a pris la décision rare de la déferer au parquet pour outrage au tribunal. Quelques jours auparavant, Apple avait déjà été sévèrement réprimandée par un tribunal européen pour la même raison. Alors que la principale affaire antitrust visant Amazon se poursuit – dans laquelle l'entreprise est accusée de gérer de manière tyrannique son immense marché de vendeurs indépendants et d'en abuser en s'en servant comme laboratoire pour des catégories de produits stratégiques en vue d'une prise de contrôle –, d'autres affaires ont abouti. En septembre 2025, Amazon a conclu un accord avec la FTC concernant son recours à des dark patterns – ces techniques de manipulation en ligne destinées à pousser les utilisateurs à acheter ou à s'abonner. Il s'agit, par exemple, d'indiquer qu'il ne reste qu'un nombre très limité d'articles au prix affiché, ou de mettre en avant de prétendues réductions pour inciter à l'achat. Amazon a utilisé ces procédés pour amener des consommateurs à adhérer à Prime sans en avoir pleinement conscience, et a, pendant des années, rendu volontairement complexe la résiliation de l'abonnement une fois celui-ci souscrit.

Le montant de l'accord s'élevait à 2,5 milliards de dollars. La FTC s'est félicitée d'avoir obtenu l'un des plus importants règlements de son histoire. Pourtant, cette somme ne représentait que 3,2 % des bénéfices d'Amazon pour la seule année 2025, une ponction minime à l'échelle du groupe. Amazon a sans doute jugé qu'il valait mieux payer ce montant relativement modeste pour faire disparaître des gros titres les accusations d'abus envers les clients, en particulier à l'approche de la période cruciale des fêtes de fin d'année. Dans le même temps, Amazon savoure sa victoire en appel contre l'autorité luxembourgeoise chargée de la protection de la vie privée des consommateurs. La Commission nationale luxembourgeoise de protection des données (CNPd) avait infligé une amende de 854 millions de dol-

lars à l'entreprise en 2021, au motif que son système de publicité basée sur un profilage du comportement des utilisateurs enfreignait le Règlement général sur la protection des données (RGPD), la principale législation de l'Union européenne en matière de protection de la vie privée. Les tribunaux luxembourgeois ont donné raison à Amazon, estimant que l'autorité de régulation n'avait pas examiné dans sa décision si l'entreprise avait enfreint le RGPD de manière intentionnelle ou par négligence ; la CNPD doit donc désormais réexaminer l'ensemble de l'affaire.

La Commission européenne a par ailleurs estimé, au début du printemps, que les procédures de vérification de l'âge mises en place par Meta étaient insuffisantes, notamment pour identifier et suspendre les comptes de mineurs parvenant à contourner le contrôle initial. La loi européenne sur les services numériques (Digital Services Act) impose aux entreprises de disposer de procédures efficaces pour vérifier l'âge déclaré par l'utilisateur, mais les contrôles de la plateforme permettaient aux utilisateurs de contourner ce dispositif. De plus, la procédure mise en place par l'entreprise pour signaler les utilisateurs ne respectant pas les limites d'âge était fastidieuse, nécessitant sept étapes rien que pour accéder au formulaire. L'entreprise est autorisée à contester cette décision, et les sanctions ne devraient pas être prononcées avant plus d'un an. Malgré ces défaites juridiques majeures, rien n'indique pour l'instant que les géants du numérique voient leur puissance économique réellement entamée. Les procédures s'accumulent, les amendes se chiffrent en milliards, les autorités de régulation se montrent plus agressives, mais ces entreprises continuent d'engranger des bénéfices colossaux et de consolider leur domination.

Cet article a d'abord été publié par Jacobin, traduit et édité par Alexandra Knez pour LVSL.

Source : LVSL.com; publie le 11/07/2026

MAURITANIE

Entre 2019 et 2025, le taux de pauvreté a baissé de 1,5 % par an

Des membres du gouvernement ont commenté, mercredi soir, les résultats du Conseil des ministres, qui s'est déroulé plus tôt dans la matinée. Il s'agit des ministres de la Culture, des Arts, de la Communication, des Relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement, M. Houssein Ould Meddou, de l'Autonomisation des Jeunes, de l'Emploi, des Sports et du Service civique, M. Mohamed Abdallah Ould Louly, et des Affaires économiques et du Développement, M. Abdallah Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya. Prenant la parole en premier, le porte-parole du gouvernement a indiqué que le Conseil a examiné et adopté plusieurs projets de loi, décrets et communications, dont ceux relatifs à la promotion, au développement et à l'encadrement des micros, petites et moyennes entreprises, à l'évolution de la pauvreté et des conditions de vie des ménages sur la période 2019-2025, au fonctionnement du Secrétariat national du contenu local, à l'organisation de l'Ordre national des notaires ainsi qu'aux maximas de service hebdomadaire du personnel enseignant des établissements secondaires, de l'Institut des hautes études islamiques et de l'École normale. Il a ensuite invité ses homologues ministres, chacun en ce qui le concerne, à apporter davantage de précisions. Interpellé par les journalistes, le ministre a déclaré que l'EPCV est un outil d'aide à la décision utile pour la lutte contre la pauvreté. Évoquant la baisse de la pauvreté, il a rappelé que la croissance moyenne durant la période couverte s'est établie à 5 %, tandis que celle enregistrée dans le reste du monde et chez les pays voisins s'est stabilisée à 3,5 %. S'agissant de l'amélioration du climat des affaires, le ministre a affirmé que celle-ci est constante. Il a précisé que la Mauritanie a, dans ce sens, actualisé son Code des investissements ainsi que celui relatif au partenariat public-privé. Ce sont, d'après lui, autant de raisons qui font de la Mauritanie un pays attractif.

R.I.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE DE L'ÉGYPTE

Les principales évolutions qui façonnent les services publics en 2026

L'accessibilité des services publics et financiers est une partie des évolutions apportées par la transformation numérique de l'Égypte.

Le gouvernement égyptien opère une énorme transformation numérique au sein de son service public depuis 2025. Tous les secteurs sont impactés par cette avancée majeure. Parmi toutes les évolutions, voici celles considérées comme principales et qui façonnent les prestations publiques en 2026 !

Projet Digital Egypt : la fondation de la transformation numérique en Égypte

Le projet « Digital Egypt 2030 » est le pilier de l'essor numérique en Égypte. En 2026, le gouvernement dématérialise plus de 270 services publics, de sorte à les rendre accessibles à tous les citoyens. Parmi eux se trouvent : l'état civil ; les amendes routières ; l'enregistrement foncier. Cette avancée technologique a déjà engendré plus de 20 millions de requêtes depuis le début de l'année 2026. Bien qu'avantageuse, cette utilisation crée un problème de sécurité. Les utilisateurs de la plateforme unifiée du service public doivent, en effet, se protéger en ligne. Pour cette raison, ils doivent adopter un logiciel capable de préserver leurs données (tant sur le portable que sur Internet). À ce propos, consultez la page de téléchargement iOS d'ExpressVPN pour comprendre la nécessité de cet outil numérique. Selon les experts d'ExpressVPN, l'usage d'un tel logiciel permet de contrer les diverses attaques connues sur Internet. Il est également capable d'empêcher la perte de données. Le gouvernement égyptien a pour ambition de poursuivre la dématérialisation de ses services afin d'atteindre un nombre de 450 d'ici décembre 2030. Cette transformation numérique de l'Égypte favorise l'interopérabilité entre 105 entités publiques. Une centaine de

bases de données ont ainsi fusionné. Cependant, une fracture numérique se crée lors de cette mutation majeure.

Création d'identité numérique et décentralisation mobile : les piliers centraux du Government Digital Hub

Tous les citoyens égyptiens ne sont effectivement pas en mesure d'utiliser leur téléphone, comme celui de Samsung, à son plein potentiel. Cela constitue un défi majeur et concerne surtout les personnes âgées. Pour remédier à cela, trois outils de proximité sont déployés par le gouvernement égyptien. Il s'agit : De la biométrie ; des guichets itinérants ; du visa QR code. La biométrie permet de créer une identité numérique pour chaque citoyen. Une première version a déjà été lancée et clôturée dans les années antérieures. En 2026, la seconde version est lancée à son tour. Cette dernière permettra d'enregistrer les données faciales et les signatures électroniques des citoyens. Cela aidera à faire aisément usage de la reconnaissance faciale plus tard. En ce qui concerne les guichets itinérants, ils sont intrinsèquement liés au domaine foncier. Ils permettent de numériser l'enregistrement des données foncières dans les zones rurales. Il y a, au total, une cinquantaine de centres technologiques mobiles déployés par le Ministère de la Justice. Quant à l'instauration du visa QR code, elle vise à moderniser les frontières et à y faciliter le contrôle. Ce dispositif est utilisable par tous les voyageurs dès leur arrivée à l'aéroport international du Caire. Il convient de préciser que ces solutions ne servent pas uniquement à surmonter la fracture numérique. Elles sont aussi des tremplins pour éliminer la bureaucratie

papier et, par conséquent, raccourcir les délais d'obtention des services publics en Égypte. Pour l'Égyptien lambda, il suffit de se connecter sur son téléphone ou sa tablette, comme celle d'Archos, pour profiter des prestations fournies par l'État. Cependant, cette facilité est soutenue par un important investissement dans des infrastructures de pointe. Déjà, il y a l'accessibilité à la couverture 5 G. Le gouvernement égyptien a effectivement investi plusieurs milliards dans l'expansion de la 5G sur toute l'étendue de son territoire. Ce faisant, il garantit le traitement rapide (quasi-instantané) des données de masse. Un méga data center d'environ 400 millions de dollars est aussi en cours de construction. Il s'agit d'un centre de données ayant pour fonction de sécuriser le Cloud du gouvernement. En dehors de sa fonction principale, ce Data center sera aussi destiné à propulser la stratégie nationale d'intelligence artificielle. Mise en place pour une durée de 5 ans (2025-2030), cette stratégie est à sa deuxième phase. L'investissement dans les infrastructures concerne aussi l'interconnexion des différents bâtiments de l'État. Ce raccordement global via la fibre optique regroupe plus de 20 000 bâtiments publics. La transformation numérique de l'Égypte concerne également le secteur financier afin d'apporter des solutions concrètes aux difficultés de la population. Auparavant, le problème majeur des citoyens était l'accès aux services financiers proposés par l'État. Heureusement, le numérique vient lever ce blocage. Mieux, il donne la possibilité à l'administration publique d'accélérer l'accès aux prestations financières en ligne en Égypte et partout dans le monde. À cet effet, le Trésor public adopte le projet « Digital Treasury » afin de protéger les fonds publics. Cette numérisation des flux financiers permet de résoudre une panoplie de problèmes tout en rétablissant le lien de confiance entre le gouvernement et la population. Par ailleurs, une banque 100 % numérique est lancée. Dénommée la « One Bank », cette entité financière digitale est une filiale de la Banque Misr. Elle est approuvée par la Banque Centrale d'Égypte.

Agence

TUNISIE-LIBYE

La coopération énergétique relancée

La relance de la coopération entre les deux pays intervient alors que la Libye traverse une grave crise électrique : coupures pouvant dépasser dix heures par jour, déficit de production estimé à 1 200 MW. Le ministre des Affaires étrangères de Tunisie, Mohamed Ali Nafti, s'est entretenu par téléphone le 5 août avec son homo-

logue libyen chargé de la gestion des Affaires étrangères, Taher Al-Baour. Les deux responsables ont évoqué le renforcement de la coopération bilatérale, notamment dans l'énergie et les renouvelables, et se sont accordés pour préparer une prochaine réunion consacrée à la coopération économique, technique et énergétique.

L'échange intervient alors que la Libye traverse une grave crise électrique : coupures pouvant dépasser dix heures par jour, déficit de production estimé à 1 200 MW et manifestations à Tripoli, Misrata et Zaouïa début août. L'interconnexion électrique Tunisie-Libye (ligne Médénine-Abou Kammash, 225 kV), qui permet des échanges d'appoint entre les

deux réseaux, avait dû être suspendue mi-juin pour préserver la stabilité du système libyen. Un projet plus vaste d'interconnexion tripartite Algérie-Tunisie-Libye, avec une centrale de 1 400 MW envisagée côté tunisien, est également à l'étude pour sécuriser durablement l'approvisionnement régional.

R.I.

FAUTE DE NOUVELLES AVANCÉES DIPLOMATIQUES AU MOYEN-ORIENT

Le pétrole tempore

Les cours du pétrole sont indécis jeudi, après une forte baisse en début de semaine, le marché attendant un arrangement entre Téhéran et Washington après que l'Iran a affirmé mercredi avoir conclu un accord avec Oman. Vers 10H40 GMT (12H40 à Paris), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre prenait 0,97% à 80,22 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, gagnait 0,77% à 75,80 dollars. L'Iran a indiqué mercredi s'être accordé avec le sultanat d'Oman sur un nouvel itinéraire de transit des navires dans le détroit d'Ormuz, dont ils sont tous deux rivaux. Mais toute réouverture de cette voie maritime, verrouillée par Téhéran, dépendra des actions de Wash-

ington qui a de son côté imposé un blocus des ports iraniens, ont affirmé des sources iraniennes auprès de médias locaux. Le problème est que Téhéran envisage des frais de service pour le passage dans le détroit, qui sont rejetés par les Etats-Unis et qui vont à l'encontre du droit international. "Tout accord pourrait donc se révéler aussi fragile que le protocole d'accord initial de juin", prévient Arne Loh-

mann Rasmussen, analyste chez Global Risk Management. En juin, Téhéran et Washington s'étaient accordés sur une trêve de 60 jours durant laquelle les deux pays devaient garantir le passage gratuit des navires via le détroit d'Ormuz. Le flux maritime avait fortement rebondi à ce moment mais la reprise des hostilités en juillet l'a de nouveau plombé.

Agence

POUR RENFORCER LA RÉSILIENCE DE SON SECTEUR AGRICOLE

Le Rwanda mobilise 46 millions \$ chez l’UE

Le secteur agricole reste un pilier de l’économie rwandaise, contribuant à environ 25 % du PIB, selon le Rwanda Development Board. Toutefois, il demeure fortement exposé aux aléas climatiques, qui affectent les rendements et mettent en péril la sécurité alimentaire.

Le gouvernement rwandais et l’Union européenne ont signé un accord de financement de 40 millions d’euros (environ 46,2 millions USD) pour moderniser le secteur agricole, afin de le rendre plus inclusif et plus résilient face au changement climatique. C’est ce qu’indique un communiqué du ministère rwandais des Finances et de la Planification économique, publié le mardi 4 août. L’accord intitulé « HANGARIBIHE : Une agriculture transformatrice, intelligente face au climat et inclusive au Rwanda » constitue un programme quinquennal. Il prévoit l’octroi de 36 millions d’euros d’appui budgétaire pour soutenir les priorités nationales dans les domaines agricole et environnemental, ainsi que 4 millions d’euros complémentaires destinés à l’assistance technique, au renforcement des ca-

pacités et aux études. Le programme vise concrètement à stimuler les investissements agricoles, à développer l’irrigation et les pratiques de gestion durable des terres, à renforcer la résilience climatique, à restaurer les écosystèmes dégradés, et à améliorer les systèmes d’information climatique, afin de soutenir une prise de décision fondée sur des données fiables. « Cet accord (...) permettra de bâtir un secteur moderne, productif et résilient face au changement climatique en stimulant des gains de productivité inclusifs pour les petits exploitants, les coopératives, les femmes, les jeunes et les PME », a déclaré le ministre des Finances et de la Planification économique, Yusuf Murangwa. Au Rwanda, l’agriculture est un secteur économique majeur. Elle contribue à hauteur d’environ 25 % au PIB, et se dis-

tingue comme l’un des secteurs les plus stratégiques pour le développement du pays. Elle emploie environ 64,5 % de la population, selon le Rwanda Development Board. Par ailleurs, elle représente une part importante des recettes en devises étrangères, grâce aux exportations de produits tels que le café, le thé, les produits d’élevage et les céréales. Toutefois, elle reste fragile face aux aléas climatiques, qui freinent les rendements et menacent la sécurité alimentaire. Pour faire face à ce problème, le gouvernement rwandais a mis en place le cinquième Plan stratégique pour la transformation de l’agriculture (PSTA-5), dont le coût de mise en oeuvre est évalué à 7 000 milliards de francs rwandais (environ 4,76 milliards USD).

Synthèse R I.

AFRIQUE DU SUD

La filière agrumes ajuste ses ambitions à la baisse pour 2026

L’année 2025 a été exceptionnelle pour les professionnels du secteur des agrumes en Afrique du Sud avec une demande internationale soutenue et une bonne performance des ventes. Pour cette année, les perspectives sont moins reluisantes avec de nombreux vents contraires. En Afrique du Sud, l’Association des producteurs d’agrumes (CGA) prévoit désormais d’exporter 205,3 millions de cartons (1 carton = 15 kg) cette année. Ce niveau est en baisse comparativement au stock de 209,4 millions de cartons anticipé précédemment, mais marquerait un nouveau record par rapport au volume de l’année dernière (203,4 millions de cartons) qui a déjà permis au pays de ravir la place de premier exportateur mondial d’agrumes à l’Espagne. Selon les détails relayés par Reuters, le recul annoncé des ambitions s’explique principalement par les inondations dans les provinces du Cap-Occidental et du Cap-Oriental. Dans ces deux régions qui comptent pour près de 45 % de la production, ces épisodes ont perturbé la campagne, affectant la production et la logistique. Sur le marché mondial, la filière agrumi-

cole continue de faire face à des difficultés d’accès à certains marchés, en particulier au Moyen-Orient qui absorbe environ 20 % des exportations sud-africaines d’agrumes, mais où le conflit régional complique les expéditions et les délais. « Le Moyen-Orient a longtemps été un marché important pour nos agrumes. Les perturbations tant au niveau de la demande que du transport [ainsi que l’effet domino international des retards d’expédition] constituent des risques dont chacun doit être conscient. Les tarifs d’expédition, eux aussi, ont fortement augmenté. Dans le même temps, certains marchés du Golfe maintiennent des plafonds de prix sur les agrumes au détail, limitant la capacité des exportateurs à compenser ces coûts logistiques plus élevés », avait déjà indiqué la CGA fin mars.

Une filière sous pression réglementaire

Au-delà du Moyen-Orient, l’industrie doit désormais composer avec des défis sanitaires au niveau de l’Europe, son premier marché d’écoulement. Le point le plus sensible concerne l’alignement phyto-

sanitaire entre l’Union européenne et le Royaume-Uni. Depuis le Brexit, le marché britannique offrait aux exportateurs sud-africains un cadre relativement plus souple que celui de l’UE. Or Londres et Bruxelles travaillent depuis 2025 à une convergence réglementaire sur les produits végétaux, les animaux, les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, avec une entrée en vigueur

attendue à partir de mi-2027. Pour la filière sud-africaine, ce rapprochement fait craindre la disparition de l’« exception britannique » et l’extension de normes européennes plus strictes aux agrumes expédiés vers le Royaume-Uni. Ceci alors que l’Afrique du Sud est déjà en conflit avec Bruxelles sur des divergences liées à plusieurs points phytosanitaires.

Agence

HYDROÉLECTRICITÉ

Le Mozambique décale encore le calendrier du projet Mphanda Nkuwa

Le Mozambique dispose d’un potentiel hydroélectrique parmi les plus importants d’Afrique, mais une grande partie reste inexploitée. Développer ce potentiel est devenu une priorité nationale pour le pays qui a ouvert, fin juillet, le projet hydroélectrique de Mphanda Nkuwa, aux fournisseurs locaux. Au Mozambique, le barrage de Mphanda Nkuwa ne sera pas opérationnel avant 2034. En effet, le Bureau d’information du gouvernement mozambicain (Gabinfo) a repoussé de deux à trois ans la mise en service de ce futur grand barrage hydroélectrique alors que les planifications précédentes tablaient sur 2031 ou 2032, a rapporté Club of Mozambique mercredi 5 août. Le gouvernement n’a pas expliqué pourquoi le calendrier est repoussé. Concrètement, selon le nouveau calendrier, les études et préparatifs s’achèveront en 2028.

Les travaux de construction commenceront en 2029 pour une première production d’électricité en 2034. Ce glissement s’accompagne d’une révision à la hausse du budget. L’investissement total est désormais estimé entre 6 et 7 milliards de dollars, contre 5 à 5,5 milliards dans les planifications précédentes. Dans le même communiqué, le gouvernement chiffre les retombées attendues sur la durée de vie du projet. Il projette des revenus publics cumulés d’environ 14 milliards de dollars sous forme de taxes, redevances et dividendes, précise Gabinfo. La construction du barrage devrait créer entre 6 000 et 7 000 emplois directs. Une fois opérationnel, le projet maintiendra 3 000 postes permanents, dont 95 % occupés par des Mozambicains.

R I.

CÔTE D’IVOIRE

Les prémices de l’exploitation aurifère souterraine se précisent à Yaouré

En janvier 2025, Perseus Mining a donné son feu vert au développement de la première mine d’or souterraine de Côte d’Ivoire, à Yaouré. L’objectif est de prolonger l’exploitation du complexe jusqu’en 2037 au moins, tout en maintenant un niveau élevé de production. Plus d’un an après le lancement de son développement, Perseus Mining enregistre les premières productions de son projet d’exploitation souterraine mécanisée à la mine d’or Yaouré, présentée comme une première en Côte d’Ivoire. Dans son dernier rapport opérationnel publié jeudi 30 juillet, la société indique y avoir produit 10 078 onces d’or au premier semestre, mar-

quant les premiers volumes issus de cette nouvelle exploitation. Alors que Yaouré reposait jusqu’ici exclusivement sur une exploitation à ciel ouvert, Perseus Mining a approuvé en janvier 2025 la décision finale d’investissement pour le développement d’une extension souterraine. Après plusieurs mois de travaux, la compagnie annonçait en avril dernier le premier tir de mine sur cette nouvelle section, marquant le début de l’extraction commerciale du minerai. Depuis, 114 897 tonnes de minerai ont été traitées et les onces d’or obtenues, ajoutées aux 65 400 onces provenant des fosses à ciel ouvert, portent la production totale de Yaouré à 75

478 onces sur la période sous revue. Au-delà de cette première contribution, ces résultats illustrent surtout la montée en puissance progressive d’un projet destiné à prolonger l’exploitation du complexe. Grâce notamment à cette extension souterraine, Perseus entend maintenir Yaouré en production jusqu’en 2037 au moins, tout en préservant un niveau élevé de production. À terme, la mine souterraine devrait fournir près de la moitié des volumes du site, dont la production totale est retombée à 162 928 onces au terme de l’exercice fiscal 2026 (juillet 2025 – juin 2026) de la compagnie, contre 262 239 onces un an plus tôt.

La montée en régime du projet devrait se poursuivre au cours des prochains mois afin d’atteindre sa capacité nominale. À ce stade, Perseus Mining indique avoir engagé 89,6 millions USD sur un budget total annoncé de 118,2 millions USD. Pour rappel, Yaouré est détenue à 90 % par Perseus Mining et à 10 % par l’État ivoirien. La mine emploie plus de 1 200 personnes, dont 93 % sont des ressortissants ivoiriens. D’autres projets d’exploitation souterraine émergent également dans le pays, notamment à Séguéla, où Fortuna Mining étudie une trajectoire similaire.

Agence

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales touchent des sommets après l’emploi américain

Les marchés boursiers mondiaux ont battu des records vendredi, portés par la perspective d'un statu quo monétaire de Réserve fédérale (Fed) lors de sa prochaine réunion après la publication de chiffres de l'emploi moins bons qu'attendu aux Etats-Unis.

Le marché du travail a perdu 23.000 emplois en juillet, selon des données officielles publiées vendredi, alors que les analystes attendaient la création de 83.000 emplois. Les statistiques mettent aussi en avant une forte révision à la baisse des créations d'emplois en mai et juin (-103.000).

" La Réserve fédérale semblait entièrement tournée vers la lutte contre l'inflation", alimentée par le conflit au Moyen-Orient, explique à l'AFP Art Hogan, de B. Riley Wealth Management. "Et voilà qu'elle doit soudain tenir compte de l'autre volet de son mandat: le plein emploi. "

Ces chiffres ne "sont pas bons d'un point de vue économique", mais pour les marchés, "ils sont favorables aux perspectives en matière de taux d'intérêt", résume Patrick O'Hare, analyste chez Briefing.com.

Alors qu'ils anticipaient auparavant une hausse des taux dès septembre de la part de la Fed, les investisseurs tablent désormais sur un statu quo monétaire, l'institution souhaitant potentiellement éviter de freiner davantage l'activité.

Les Bourses, qui privilégient un environnement monétaire accommodant - favorable à la croissance des entreprises et aux investissements - ont donc accueilli ces chiffres avec enthousiasme.

A Wall Street, l'indice élargi S&P 500 (+0,62%) a décroché un nouveau record en clôture, à 7.757,64 points. Le Dow Jones a gagné 0,28% et l'indice Nasdaq a progressé de 1,30%.

En Europe, trois Bourses ont de nouveau touché des sommets: Paris a terminé en hausse de 0,17% à 8.714,93 points, Francfort de 0,69% à 26.319,45 points et Milan de 0,06% à 53.717,19 points.

Londres a gagné 0,31% à 10.901,09 points.

Détente sur les taux américains

Les chiffres de l'emploi ont par ailleurs provoqué une détente sur les taux d'emprunt des États.

Le rendement des emprunts de l'Etat américain à échéance dix ans évoluait à 4,65% vers 20H50 GMT contre 4,68% à la clôture la veille. Le deux ans, plus sensible à la conjoncture se détendait à 4,20% contre 4,25%.

En Europe, le "Bund" à dix ans a affiché un rendement de 3,12% contre presque 3,14% la veille. Son équivalent français s'est établi à 3,90% contre 3,93% la veille.

Sur le marché des changes, le billet vert reculait de 0,29% face à la monnaie unique européenne, à 1,1557 dollar pour un euro.

Le pétrole en petite hausse

Les Bourses ont semblé faire fi de la hausse des prix de l'or noir vendredi, alors que le marché pétrolier se montre de moins en moins confiant quant à la signature d'un accord au Moyen-Orient pour rouvrir le détroit d'Ormuz.

Le prix du baril de Brent a gagné 1,29% à 83,55 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) a progressé de 1,15% à 78,18 dollars.

"L'optimisme qui règne sur le marché pétrolier quant à une réouverture du détroit d'Ormuz pourrait s'avérer prématuré", résume Barbara Lambrecht, analyste de Commerzbank.

Les prix de l'or noir avaient en effet chuté en début de semaine, alors que le marché tablait sur la conclusion rapide d'un accord pour rouvrir cette artère cruciale pour le commerce d'hydrocarbures.

Le président américain Donald Trump a d'ailleurs dit jeudi que le passage pourrait rouvrir "bientôt".

Mais "il y a des indications selon lesquelles l'Iran souhaite interdire aux navires américains et israéliens de traverser", expliquent les analystes d'ING.

Un élément qui serait inacceptable pour Washington.

"L'Iran aurait par ailleurs lancé de nouvelles attaques contre des +cibles hostiles+ dans le détroit d'Ormuz", note Barbara Lambrecht.

Et des frappes ont été revendiquées vendredi par des rebelles houthis au Yémen dans une province riche en pétrole, de quoi nourrir la nervosité des investisseurs.

Agence

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 05 Août 2026
Valeur : 07 Août 2026

BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.8438	132.8588
1	EUR	EURO	152.9696	153.0135
1	GBP	POUND STERLING	178.6015	178.6697
100	JPY	JAPANESE YEN	84.3721	84.3977
1	CNY	CHINESE YUAN	19.6692	19.6735
1	CHF	SWISS FRANC	164.3293	164.3682
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4432	94.4740
1	DKK	DANISH KRONE	20.4756	20.4811
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.9360	13.9407
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.8906	13.8955
1	AED	UAE DIRHAM	36.1696	36.1757
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.3703	35.3762
1	KWD	KUWAITI DINAR	432.2935	432.4831
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.9807	45.4328
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2536	14.2552
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8020	20.9085
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3161	3.3265
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.3652	181.3652

APRÈS L'EMPLOI AMÉRICAIN
Wall Street clôture en hausse

La Bourse de New York a terminé en hausse vendredi après la publication de chiffres de l'emploi moins bons qu'attendu aux Etats-Unis, qui éloignent la perspective d'un resserrement monétaire de la Réserve fédérale (Fed).

L'indice élargi S&P 500 (+0,62%) a décroché un nouveau record en clôture, à 7.757,64 points. Le Dow Jones a gagné 0,28% et l'indice Nasdaq a progressé de 1,30%.

Le marché de l'emploi aux États-Unis a perdu 23.000 emplois en juillet, selon des données officielles publiées vendredi, alors que les marchés attendaient la création de 83.000 emplois.

Les statistiques mettent aussi en avant une forte révision à la baisse des créations d'emplois

en mai et juin (-103.000).

" La Réserve fédérale semblait entièrement tournée vers la lutte contre l'inflation", alimentée par le conflit au Moyen-Orient, explique à l'AFP Art Hogan, de B. Riley Wealth Management. "Et voilà qu'elle doit soudain tenir compte de l'autre volet de son mandat: le plein emploi. "

Ces chiffres ne "sont pas bons d'un point de vue économique, mais pour le marché, ils sont favorables aux perspectives en matière de taux d'intérêt", résume Patrick O'Hare, analyste chez Briefing.com.

Alors qu'ils anticipaient auparavant une hausse des taux dès septembre, les investisseurs tablent désormais sur un statu quo monétaire, la banque centrale souhaitant potentiellement éviter

de freiner davantage l'activité.

Wall Street privilégie un environnement monétaire accommodant, favorable à la croissance des entreprises et aux investissements, d'où son optimisme.

"La hausse des taux des bons du Trésor a connu un léger répit (...) ce qui profite également aux actions", relève Art Hogan.

Le rendement des emprunts de l'Etat américain à échéance dix ans évoluait à 4,64% vers 20H30 GMT contre 4,68% à la clôture la veille.

Dans ce contexte, les acteurs du marché seront particulièrement attentifs la semaine prochaine aux chiffres d'inflation pour le mois de juillet.

La place américaine continue en parallèle de profiter d'une "bonne saison des résultats d'entre-

prises", estime M. Hogan.

Le site de location immobilière de courte durée Airbnb s'est attiré les bonnes grâces de Wall Street vendredi, s'envolant de 17,43% à 178,07 dollars.

Le groupe a fait état d'un deuxième trimestre supérieur aux attentes et partagé des prévisions pour l'été également au-dessus des anticipations.

L'éditeur de logiciels australien Atlassian a été placé sur orbite (+35,31% à 149,07 dollars), également récompensé pour ses résultats.

Le groupe d'analyse de données Palantir (+10,32% à 172,01 dollars) continuait par ailleurs de profiter de ses performances trimestrielles publiées plus tôt dans la semaine.

Côté géopolitique, les investis-

seurs ont semblé faire fi de la hausse des prix de l'or noir vendredi, alors que le marché pétrolier se montre de moins en moins confiant quant à la signature d'un accord au Moyen-Orient pour rouvrir le détroit d'Ormuz.

Le marché boursier "tente d'ignorer la hausse des cours (du pétrole, ndlr) autant que possible, jusqu'à ce qu'il n'y parvienne plus", estime Art Hogan.

" Le seuil des 80 dollars pour le baril de WTI (la référence américaine de brut, ndlr) semble faire figure de baromètre: tant que les cours restent en dessous, le marché tient bon à court terme", conclut l'analyste.

Agence

ALLEMAGNE

L'économie face à un double problème

Les perspectives économiques de l'Allemagne dépendent actuellement fortement des prix de l'énergie, de l'évolution des conflits au Moyen-Orient et de la vague de chaleur.

La production industrielle et les exportations allemandes ont continué d'augmenter légèrement en juin, selon les données publiées par l'Office fédéral allemand de statistique (Destatis) le 7 août. Cependant, les analystes avertissent que l'économie allemande est toujours confrontée à de nombreux risques liés aux conflits au Moyen-Orient et à la chaleur qui fait baisser le niveau de l'eau des rivières. Les exportations allemandes en juin ont augmenté de 0,9% par rapport au mois précédent, atteignant 139,3 milliards d'euros, le niveau le plus élevé depuis septembre 2022. Pendant ce temps, la production industrielle a augmenté de 0,2% par rapport au mois précédent. Selon Destatis, la production a le plus augmenté dans l'industrie automobile et des équipements de transport, tandis que les exportations vers les États membres de l'Union européenne (UE) ont enregistré la

plus forte augmentation. L'industrie allemande a montré une résilience surprenante, même si les conflits au Moyen-Orient font grimper les prix de l'énergie, a déclaré M. Carsten Brzeski, économiste à la banque ING. Malgré les conflits au Moyen-Orient et la flambée des prix de l'énergie, la production industrielle reste stable", a-t-il déclaré. Une série de données économiques plus positives que prévu récemment suscitent l'espoir que l'économie allemande résiste mieux à l'impact du conflit au Moyen-Orient, qui provoque de graves perturbations de l'approvisionnement en énergie et des produits pétrochimiques traversant le détroit d'Ormuz. Auparavant, le 6 août, Destatis avait déclaré que les commandes industrielles en juin - un indicateur de l'activité manufacturière future - avaient augmenté beaucoup plus fortement que prévu. Par ailleurs, une enquête de l'Institut de recherche économique Ifo montre que la

confiance des entreprises en Allemagne en juillet a augmenté pour le 3e mois consécutif. Cependant, M. Brzeski a averti que la situation pourrait devenir plus complexe si le conflit au Moyen-Orient s'intensifiait ou si le niveau de l'eau du Rhin continuait de baisser, perturbant le transport de marchandises pour la production industrielle. Les perspectives immédiates de l'économie allemande dépendent fortement des prix de l'énergie, de l'évolution des conflits au Moyen-Orient et de la vague de chaleur actuelle", a-t-il déclaré. Le niveau de l'eau du Rhin est tombé à un niveau record dans la région de Kaub, dans l'ouest de l'Allemagne, dans un contexte d'été chaud et peu pluvieux. Cela augmente les coûts de transport sur la voie navigable qui assure environ 80% du trafic de marchandises fluviale intérieure allemande.

R. I.

FRANCE

Le taux de chômage augmente de 0,2 point à 8,3% au deuxième trimestre

Le nombre de personnes sans emploi et qui en recherchent un activement a augmenté de 62.000 par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 2,7 millions de personnes. Le taux de chômage en France a augmenté de 0,2 point au deuxième trimestre, pour atteindre 8,3%, son plus haut niveau depuis l'automne 2020, affecté par la crise du Covid, et depuis l'automne 2019, a rapporté l'Insee vendredi. C'est le sixième trimestre consécutif de hausse. Au sens du Bureau international du travail (BIT), le nombre de personnes sans emploi et qui en recherchent un activement a augmenté de 62.000 par rapport au trimestre pré-

cédent, s'établissant à 2,7 millions de personnes, précise l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee). Si le taux de chômage est "à son plus haut niveau depuis le troisième trimestre 2020 qui était affecté par la crise sanitaire, et depuis le troisième trimestre 2019 auparavant", l'Insee note qu'il "demeure toutefois nettement au-dessous de son pic de mi-2015 (-2,2 points)". Désormais, les données intègrent aussi Mayotte. Toutes les séries statistiques ont été recalculées sur ce champ étendu pour permettre la comparaison entre toutes les périodes, précise l'Institut. Mais "l'intégration de Mayotte modifie à la

marge les niveaux des principaux indicateurs conjoncturels du marché du travail et leurs évolutions", souligne l'Insee.

Augmentation dans toutes les tranches d'âge

Le taux de chômage augmente pour toutes les tranches d'âge. Au deuxième trimestre, le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans rebondit, en hausse de 0,4 point, à 21,6%, tandis que celui des 25-49 ans continue de progresser, de 0,2 point, à 7,5%, son plus haut niveau depuis le premier trimestre 2021. Celui des seniors de 50 ans et plus poursuit également sa hausse, à

5,5% (+0,3 point), son plus haut depuis le premier trimestre 2022. L'Insee précise que depuis la mise en oeuvre de la loi pour le plein emploi en janvier 2025, "les bénéficiaires du RSA et les jeunes de 15 à 29 ans contribuent pour près de la moitié de la hausse du taux de chômage". Mais même sans la prise en compte de cette réforme, qui prévoit l'inscription automatique de toutes ces personnes sur les listes des demandeurs d'emploi, l'objectif d'Emmanuel Macron de ramener le taux de chômage à 5% à la fin de son second mandat en 2027 semble une nouvelle fois s'éloigner.

Synthèse R. I.

LE VIETNAM MAINTIENT EN JUILLET SON ÉLAN ÉCONOMIQUE

Le pays vise une croissance à deux chiffres

L'économie vietnamienne a continué d'afficher des résultats encourageants au cours des sept premiers mois de 2026. L'inflation est restée sous contrôle, tandis que les recettes budgétaires, les investissements directs étrangers (IDE), le commerce extérieur, le décaissement des investissements publics et les activités des entreprises ont poursuivi leur progression. Toutefois, atteindre un taux de croissance du PIB d'au moins 10 % sur l'ensemble de l'année demeure un défi majeur. Les activités de production des entreprises à capitaux étrangers de Tay Ninh contribuent à dynamiser les exportations, à créer des emplois. Photo d'illustration : VNA Les activités de production des entreprises à capitaux étrangers de Tay Ninh contribuent à dynamiser les exportations, à créer des emplois. Photo d'illustration : VNA Selon le rapport sur la situation socioéconomique de juillet et des sept premiers

mois de 2026 publié le 3 août par l'Office général des statistiques (ministère des Finances), l'indice des prix à la consommation (IPC) a reculé de 0,1 % en juillet par rapport au mois précédent. En moyenne, sur les sept premiers mois de l'année, l'inflation s'est établie à 4,39 % en glissement annuel, restant dans les limites de l'objectif fixé pour 2026. Les recettes du budget de l'État sont estimées à 1.830.000 milliards de dongs (69,62 milliards de dollars), soit 72,5 % des prévisions annuelles et une hausse de 16 % sur un an. L'attraction des investissements directs étrangers (IDE), tant directs qu'indirects, demeure un point fort. Au cours des sept premiers mois, le Vietnam a enregistré plus de 38 milliards de dollars d'IDE, en hausse de 58 % sur un an. Les décaissements effectifs sont estimés à plus de 15 milliards de dollars, en progression de près de 12 %, soit le niveau le plus élevé des

cinq dernières années. L'industrie manufacturière et de transformation a débloqué près de 13 milliards de dollars, représentant près de 83 % des capitaux effectivement décaissés. Viennent ensuite l'immobilier, avec 1,1 milliard de dollars (près de 8 %), puis la production et la distribution d'électricité, de gaz, d'eau chaude et de climatisation, avec 549 millions de dollars. Les investissements publics ont également accéléré. Au 31 juillet 2026, le décaissement des fonds publics atteignait 425.312 milliards de dongs, soit 41,9 % du plan fixé par le Premier ministre. Le climat des affaires s'est amélioré. Durant les sept premiers mois, plus de 187.000 entreprises ont été créées ou ont repris leurs activités, soit une hausse de près de 8 %. En moyenne, quelque 26.700 entreprises ont été créées ou réactivées chaque mois.

Agence

ROYAUME UNI

Le secteur de la construction ralentit son déclin à un plus bas de quatre mois en juillet

Le secteur britannique de la construction a continué de se contracter en juillet, mais le rythme du déclin a ralenti à son niveau le plus faible en quatre mois, selon les données publiées aujourd'hui par S&P Global. L'indice PMI de la construction au Royaume-Uni calculé par S&P Global est remonté à 44,7 en juillet, contre 38,4 en juin, atteignant ainsi son niveau le plus élevé depuis mars. L'indice est resté en dessous du seuil de 50,0 qui sépare la croissance de la contraction. Le secteur enregistre une baisse de l'activité depuis janvier 2025, ce qui représente la plus longue période de déclin continu depuis la crise financière mondiale. Les trois principales catégories de la construction ont affiché des rythmes de contraction plus lents en juillet. Les travaux commerciaux ont enregistré un indice de 46,8, affichant ainsi la meilleure performance parmi les sous-secteurs. L'activité de génie civil a enregistré le recul le plus marqué, avec un indice de 38,3, tandis que l'activité de construction de logements a reculé au rythme le plus lent depuis octobre 2025, avec un indice de 41,8. Les nouvelles commandes ont diminué au rythme le plus faible en 10 mois au cours du mois de juillet. Certaines entreprises ont signalé un récent regain d'opportunités d'appels d'offres pour des projets de développement commercial, des projets résidentiels et des travaux d'infrastructure de transport. Les personnes interrogées ont également noté que l'incertitude géopolitique et la faiblesse des conditions économiques intérieures continuaient d'affecter la demande des clients. L'emploi dans le secteur de la construction a reculé au rythme le plus lent depuis février. Les entreprises ont cité le non-remplacement des départs volontaires en raison d'un manque de nouveaux chantiers. La disponibilité des sous-traitants s'est améliorée dans la plus grande mesure depuis avril 2025.

Agence

CANADA

Le taux de chômage poursuit sa baisse en juillet, à 6,4%

Le taux de chômage au Canada a enregistré une nouvelle baisse en juillet à 6,4%, atteignant son plus bas niveau depuis deux ans, a annoncé vendredi Statistiques Canada. Selon l'institut officiel, 75.000 emplois ont été créés en juillet, un chiffre supérieur au consensus des analystes (20.000). Le taux de chômage a lui reculé à 6,4%, après 6,5% en juin et 6,6% en mai. L'emploi a particulièrement progressé chez les jeunes de 15 à 24 ans, porté par un marché de l'emploi saisonnier plus dynamique que les deux dernières années, et dans les secteurs de la vente en gros et au détail, de la finance, des services professionnels et du bâtiment.

APS

CHATGPT

Les conversations avec GPT-5.6 Luna deviennent illimitées pour les utilisateurs gratuits

OpenAI agrandit les perspectives de son chatbot ChatGPT. Les utilisateurs gratuits voient ainsi la limite d'utilisation du modèle GPT-5.6 Luna être levées.



Il y a un mois, OpenAI lançait la nouvelle version de son chatbot ChatGPT, avec la création d'une nouvelle structure en trois niveaux. GPT-5.6 Sol est ainsi le modèle IA le plus puissant, quand, à l'autre extrémité, GPT-5.6 Luna est le plus rapide et le moins cher. Et malgré cette caractéristique, ce dernier était limité pour les utilisateurs gratuits... jusqu'à maintenant.

Il n'y a plus de limite d'utilisation de GPT-5.6 Luna pour les utilisateurs gratuits de ChatGPT

Ce jeudi 6 août, OpenAI annonçait la mise en place d'une nouvelle politique. Et son trait majeur tient à GPT-5.6 Luna. Tous ceux qui usent de ChatGPT sans abonnement ont en effet l'habitude de voir rapidement une fenêtre apparaître expliquant que le quota d'utilisation de

GPT-5.6 Luna est atteint. Ceci est du passé, puisque, à partir d'aujourd'hui « les utilisateurs gratuits et de ChatGPT Go bénéficient d'un accès illimité aux discussions textuelles avec GPT-5.6 Luna. » Un bouton « Think » fait aussi son apparition pour les utilisateurs gratuits, et va permettre de demander à l'IA de travailler plus profondément une question complexe.

ChatGPT Go, un abonnement maintenant utile seulement pour générer les images ?

Si ceux qui ne payent rien vont adorer cette nouvelle, on peut par contre se demander à quel point la souscription ChatGPT Go à 8 euros par mois reste encore intéressante. L'argument de vente majeur de ce dernier était en effet de pouvoir bénéficier d'un accès étendu à ce modèle. Aujourd'hui, ChatGPT Go ne propose plus, comme éléments différenciants par rapport aux utilisateurs gratuits, que plus de chargements, une mémoire plus étendue, et la possibilité de générer plus d'image. Cette dernière caractéristique va-t-elle devenir la marque distinctive de ChatGPT Go ? Et si oui, ne risque pas-t-il de perdre de son intérêt pour beaucoup d'abonnés ?

LIGHTSPY

Un spyware lié à la Chine cible 13 pays, dont plusieurs pays européens

C'est un logiciel espion chinois particulièrement intrusif qui vient d'être détecté. LightSpy aurait été retrouvé dans plus d'une dizaine de nations. En ce moment, il semble y avoir de l'activité du côté des acteurs de la cybercriminalité installés en Asie Pacifique. À la fin du mois de juillet dernier, on apprenait ainsi que le gestionnaire de paquets npm avait été victime (selon Amazon) de cyberattaques nord-coréennes. Et du côté des voisins chinois, il y a aussi eu des initiatives cybercriminelles.

Le logiciel espion LightSpy répandu dans 13 pays, dont les États-Unis et des nations européennes

La firme américaine de cybersécurité Artic Wolf Networks a semble-t-il soulevé un lièvre, comme nous le rapporte TechCrunch. Elle affirme en effet que le logiciel espion



(spyware) LightSpy, développé par des hackers liés à l'État chinois, serait sorti de ses frontières et aurait infecté 13 pays, dont les États-Unis et des pays européens. Toujours selon la même source, LightSpy, dont on a entendu parler la première fois en 2018, et qui s'est depuis mué en véritable plateforme commerciale, aurait pris une nouvelle ampleur. Les hackers opéreraient ainsi au moins 117 serveurs dans dif-

férentes nations à travers la planète.

Pour la première fois, LightSpy a été identifié sur des routeurs

La force de LightSpy est de pouvoir s'adapter à différents types d'appareils électroniques pour y exploiter des failles. Il peut ainsi tout aussi bien attaquer des smartphones, des appareils Apple, des serveurs Linux que des ordinateurs tournant avec

Windows. « Ce logiciel espion est capable de dérober de grandes quantités d'informations sensibles à ses cibles, notamment des données de localisation précises, des messages de chat, des enregistrements d'écran et des mots de passe enregistrés. Les chercheurs ont également indiqué que le code permettait d'effacer et de détruire à distance les données stockées sur un appareil compromis » précise TechCrunch. Un spyware légal qui a en plus une capacité à pénétrer des structures de plus en plus grande. Les chercheurs ont en effet détecté le logiciel espion dans des routeurs, ce qui est une première pour ce dernier. Et en trouvant un accès aux routeurs, LightSpy peut ensuite infecter tous les appareils connectés à ce réseau, dans un domicile ou dans un bureau de travail. De quoi créer une alerte ?

ChatGPT bientôt soumis au régime renforcé du Digital Service Act de l'Union européenne ?



La Commission européenne examine les chiffres d'audience de ChatGPT afin de déterminer si le service d'OpenAI doit être classé parmi les très grandes plateformes en ligne (VLOSE) au titre du Digital Services Act. Une désignation qui lui imposerait de nouvelles obligations en matière de transparence, d'évaluation des risques et de contrôle de ses systèmes. Avec plus de 120,4 millions d'utilisateurs actifs mensuels revendiqués dans l'Union européenne, ChatGPT a franchi le seuil qui place les plus grands acteurs du numérique sous la surveillance renforcée de Bruxelles. Ce jeudi 30 juillet, la Commission européenne a indiqué qu'elle évaluait les chiffres d'audience fournis par OpenAI lors d'une conférence de presse, suggérant une future classification du chatbot en tant que « Very Large Online Search Engine » (VLOSE) en vertu du Digital Services Act (DSA), rejoignant Google Search ou encore YouTube.

De nouvelles mesures réglementaires

Le Digital Services Act prévoit que les plateformes dépassant 45 millions d'utilisateurs actifs mensuels dans l'Union européenne soient soumises à un régime de contrôle renforcé. Une fois officiellement désignée, ChatGPT devra notamment réaliser des évaluations annuelles des risques systémiques liés à son fonctionnement, mettre en œuvre des mesures d'atténuation, renforcer la transparence de ses algorithmes et de ses systèmes de recommandation, publier des rapports détaillés sur la modération et les risques, ouvrir davantage ses données aux autorités et aux chercheurs indépendants, et se soumettre à des audits externes réguliers. En cas de manquement, les sanctions peuvent atteindre jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial de l'entreprise. Cette évolution constituerait une première pour un grand service d'IA générative. Jusqu'à présent, le DSA ciblait essentiellement les réseaux sociaux, les places de marché et les moteurs de recherche. L'arrivée de ChatGPT dans cette catégorie marquerait une extension du champ d'application du règlement européen aux assistants conversationnels.

Une désignation pas encore officialisée

À ce stade, la Commission européenne n'a pas encore adopté de décision formelle. Son porte-parole, Thomas Regnier, a toutefois indiqué que l'inscription de ChatGPT sur la liste des très grandes plateformes était « définitivement possible » et pourrait intervenir « tôt ou tard », les chiffres publiés par OpenAI dépassant désormais le seuil prévu par le DSA. La procédure consiste d'abord à vérifier les données d'audience avant de notifier officiellement la désignation. Du côté d'OpenAI, aucune réaction officielle n'a été formulée après les déclarations de la Commission.

Comment un SUV annoncé pour 1 200 km a-t-il réussi à parcourir près de 2 000 km ?

Avec 1 980 km parcourus sur un seul plein d'essence, le Nissan Qashqai e-Power vient d'inscrire son nom au Guinness World Records. Une performance impressionnante, mais réalisée dans des conditions très particulières dont le constructeur ne dévoile pas tous les détails. L'occasion de comprendre ce qui a rendu cet exploit possible... et pourquoi il ne faut pas s'attendre à reproduire un tel résultat au quotidien.

Les records font partie des outils de communication favoris des constructeurs automobiles. Mais derrière l'effet d'annonce, certains permettent aussi de mieux comprendre les qualités, et parfois les limites, d'une technologie. C'est le cas de ce nouveau Guinness World Record décroché par le Nissan Qashqai e-Power.

Entre le 14 et le 17 juillet, un exemplaire du SUV japonais a parcouru 1 980 km en Colombie avec un seul plein d'essence, sans ravitaillement. Le départ a été donné dans la capitale Bogotá et l'arrivée jugée sur la côte caraïbe, le réservoir ayant été scellé et contrôlé tout au long du parcours.

Cette performance concerne la version e-Power, une technologie hybride atypique. Contrairement à la plupart des hybrides, le moteur essence n'entraîne jamais les roues. Il sert uniquement de générateur pour alimenter le moteur électrique de 205 ch, seul chargé de propulser le véhicule. Nissan met régulièrement en avant cette architecture, qui offre des sensations de conduite proches d'une voiture électrique sans nécessiter de recharge sur une prise.

Un record impressionnant... mais difficile à interpréter

Si le record est bien officiel, et la performance impressionnante, les informations communiquées par Nissan restent en revanche limitées. Le constructeur ne précise ni la consommation moyenne obtenue, ni la vitesse moyenne, ni le profil détaillé de l'itinéraire ou encore les conditions de circu-



lation rencontrées pendant les quatre jours qu'a duré le trajet. En revanche on sait que le parcours reliait Bogotá, située à environ 2 640 m d'altitude, à la côte caribéenne. Une partie importante de l'itinéraire s'effectue donc en descente, un contexte particulièrement favorable au freinage régénératif qui permet de récupérer de l'énergie lors des décélérations. Sans remettre en cause la validité du record, cette caractéristique rend toute comparaison avec une utilisation quotidienne délicate. Le fait que les 1 980 km aient en outre été parcourus sur quatre jours laisse également penser qu'il ne s'agissait pas d'un simple trajet autoroutier réalisé dans des conditions classiques, même si Nissan ne précise ni les vi-

tesses moyennes ni les temps de conduite.

D'autres paramètres peuvent également influencer fortement le résultat, comme le style de conduite, la charge transportée, l'utilisation de la climatisation ou encore les conditions météorologiques. Autant d'éléments qui ne sont pas détaillés par le constructeur et qui empêchent de rapprocher cette performance d'un usage classique.

Ce record confirme malgré tout les progrès de l'e-Power

Pour autant, lors de notre essai du Qashqai e-Power 2025, nous avons justement constaté une nette amélioration de cette troisième génération. En aban-

donnant son complexe moteur à taux de compression variable au profit d'un nouveau trois cylindres 1.5 plus classique, mais optimisé pour atteindre un rendement de 42 %, Nissan est parvenu à réduire sensiblement la consommation.

Nos mesures relevaient ainsi une moyenne de 5,5 l/100 km, avec des consommations de 4,2 l/100 km en ville, 5,9 l/100 km sur route et 7,5 l/100 km sur autoroute. Associées au réservoir de 55 litres, elles permettent déjà d'approcher les 1 000 km d'autonomie dans des conditions réelles, un excellent résultat pour un SUV hybride de ce gabarit.

Notre essai mettait également en évidence les limites de cette architecture. À vitesse élevée, le fait que le moteur thermique produise d'abord de l'électricité avant d'alimenter le moteur électrique multiplie les conversions d'énergie, et donc les pertes de rendement. Sur autoroute, cette solution reste ainsi moins efficace qu'un système hybride reliant directement le moteur thermique aux roues, comme le proposent notamment Honda ou Mitsubishi.

Le record établi en Colombie ne signifie donc pas qu'un Qashqai e-Power permettra de parcourir près de 2 000 km avec un plein dans un usage courant. Il illustre en revanche le potentiel de cette technologie lorsque toutes les conditions sont réunies. Et confirme surtout ce que nous avons déjà mesurée lors de notre essai : le Qashqai e-Power figure aujourd'hui parmi les SUV hybrides les plus sobres de sa catégorie.

XPENG G9L

577 ch et 5m12, ce nouveau SUV XXL chinois débarque en Europe

XPENG poursuit son implantation sur le marché européen en dévoilant son nouveau SUV, le G9L. Le véhicule fera sa première apparition européenne lors du Mondial de l'Auto de Paris. Au programme, un SUV XXL de 5,12 m qui entend mettre à l'épreuve nos espaces urbains, mais aussi les dernières technologies d'IA. Avec ses 5,12 mètres de long et 2,00 mètres de large, le Xpeng G9L devient encore plus imposant que le G9, qui mesure 4,89 mètres de long et 1,94 mètre de large. Avec un tel gabarit, il mettra à l'épreuve nos routes, nos places de parking et nos villes. Il devient également le modèle le plus premium de la gamme. En effet, le « L » signifie « Luxury » (« luxe » en français), soulignant ainsi le positionnement haut de gamme du nouveau vaisseau amiral, qui « incarne les dernières avancées de XPENG en matière de mobilité intelligente ».

Qui dit plus grand, dit aussi plus puissant. Selon des informations en provenance de Chine, une version à deux moteurs sera commercialisée. Un moteur avant de 215 chevaux, associé à un moteur arrière de 362 chevaux, porterait la puissance cu-



mulée de ce modèle 100 % électrique à 577 chevaux. Pourtant, son design n'affiche pas de rupture majeure : le nouveau SUV de XPENG reprend largement les lignes de son prédécesseur, le G9. Malgré son gabarit plus imposant, le XPENG G9L viendra concurrencer

des modèles comme le BYD Seal U. Selon le tarif auquel le constructeur chinois commercialisera son SUV, le G9L pourrait également rivaliser avec d'autres SUV chinois qui tentent de se faire une place sur le marché européen ou qui l'ont déjà trouvée.

Une marque tournée vers l'IA

Le lancement du G9L marque une nouvelle étape pour XPENG. Le constructeur chinois souhaite proposer aux automobilistes européens les technologies les plus innovantes en matière d'intelligence artificielle. Se-

lon son communiqué, le G9L renforce cet engagement. Développé au sein de son écosystème de « Physical AI Mobility », le G9L « rapproche encore davantage les innovations intelligentes de XPENG et sa vision d'une mobilité pilotée par l'intelligence artificielle du quotidien des automobilistes européens ».

Une présentation au Mondial de l'Auto

XPENG a profité de l'annonce de son nouveau SUV pour confirmer sa participation au Mondial de l'Auto de Paris, où le G9L sera dévoilé au public. Du 12 au 18 octobre 2026, les visiteurs pourront découvrir la nouveauté chinoise ainsi que les caractéristiques de sa version européenne, notamment sa configuration à six places. Le constructeur détaillera également les caractéristiques techniques, les équipements et les différentes finitions destinées au marché européen, les motorisations disponibles, les fonctionnalités du système Next Generation Pilot, les technologies embarquées, les tarifs ainsi que les dates de commercialisation sur les différents marchés européens.

Mots fléchés

[illegible]

ACCIDENTS DE LA ROUTE
13 morts et 536 blessés en 48 heures

Treize (13) personnes sont décédées et 536 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tiaret avec 6 morts et 2 blessés, suite à une collision entre un véhicule et un camion, au niveau de la commune de Chehaima, daïra d'Ain Dehab, précise la même source. Durant la même période, l'intervention des secours de la Protection civile a permis l'extinction de 7 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Batna, Médéa, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Mila et Mostaganem.



EL DJEÏCH /DANS UN CLIMAT DE SÉCURITÉ ET DE STABILITÉ

L'Algérie poursuit la réalisation d'acquis qualitatifs et historiques

L'Algérie poursuit la réalisation d'acquis qualitatifs et historiques dans différents domaines, dans un climat de sécurité et de stabilité, fruits d'une vision clairvoyante et d'une fidélité constante aux sacrifices des anciens, ainsi que d'une conviction profonde selon laquelle la sécurité et la souveraineté nationales constituent le socle sur lequel se construisent les réalisations, affirme la revue El Djeïch dans son numéro du mois d'août. Dans un éditorial intitulé "La stabilité de la Patrie: devoir sacré", la revue souligne que "l'histoire glorieuse de notre pays est jalonnée de pages lumineuses qui dépassent le simple cadre du souvenir. Elles incarnent des valeurs sans cesse renouvelées, des principes profondément enracinés et des engagements transmis de génération en génération". "Parmi ces étapes impérissables qui ont marqué la mémoire nationale figure la Journée nationale de l'Armée nationale populaire, instituée par Monsieur le Président de la République Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, en reconnaissance du rôle de l'institution militaire dans la défense de la Patrie et de sa souveraineté, dont nous avons célébré, avec fierté et gratitude, ce 4 août, la cinquième édition", écrit la revue El Djeïch. "Cette commémoration est l'occasion de rendre un hommage solennel aux sacrifices de nos valeureux hommes et de retracer le parcours exemplaire de notre vénérable armée qui a forgé sa grandeur dans les pages les plus glorieuses de l'Histoire du peuple algérien, puisant sa force et sa détermination dans les épopées de l'Armée de libération nationale. Elle demeure fidèle au message des Chouhada, portant avec loyauté la noble mission de défendre la Patrie, de préserver sa souveraineté et de protéger son unité territoriale et populaire", poursuit El Djeïch. "Dans cette perspective, l'Algérie poursuit, dans un climat de sécurité et de stabilité, des réalisations qualitatives et historiques dans divers domaines. Elle renforce l'investissement, développe les infrastructures de base et consolide les fondements du développement économique et social, dans une dynamique qui confirme qu'elle ne se limite pas à préserver son présent, mais œuvre avec confiance à bâtir son avenir, animée par une volonté inflexible et une détermination inébranlable", relève El Djeïch. "A cet égard, le récent entretien accordé par Monsieur le Président de la République Abdelmadjid Tebboune, chef suprême des forces armées, ministre de la

Défense nationale aux représentants des médias a porté des messages clairs réaffirmant l'attachement indéfectible de l'Algérie à la défense de sa souveraineté et de l'indépendance de sa décision nationale. Saluant le "degré de conscience atteint par le citoyen algérien dans sa manière d'appréhender les différents défis", le président de la République a souligné que "l'Algérie ne se soumet ni aux pressions, ni aux menaces, ni n'est achetée ni vendue", tout en affirmant être "très optimiste quant à l'avenir du pays et convaincu que l'Algérie avance sur la bonne voie". Il a également rappelé que "la stabilité de la Patrie prime sur toute autre considération". Ces propos résument la vision de l'Algérie nouvelle et victorieuse où la conscience citoyenne et la cohésion entre le peuple, son armée et les institutions de l'Etat constituent le véritable rempart garantissant la stabilité de la Nation et son immunité, ajoute la même source. "Au cœur de cette équation nationale globale, l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, poursuit l'accomplissement de ses missions constitutionnelles avec professionnalisme et maîtrise, notamment dans les domaines de la sécurisation de nos vastes frontières nationales, de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé", affirme El Djeïch ajoutant qu'avec la même détermination, elle continue de relever tous les défis, de remporter les différents enjeux et de renforcer sa disponibilité opérationnelle, comme en témoignent les résultats qualitatifs obtenus sur le terrain sur plusieurs plans. "Il est incontestable que ces objectifs, concrétisés dans les faits et non dans les discours, n'auraient pu être atteints sans les efforts soutenus et acharnés déployés par les fils de l'Armée nationale populaire qui veillent sans relâche aux frontières de notre chère Patrie. Leur engagement total, leur sens du sacrifice, leur fidélité au serment et leur profond attachement à l'Algérie constituent le fondement de ces succès". C'est ce qu'a souligné Monsieur le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, en déclarant: "Aujourd'hui, l'Armée nationale populaire, grâce à vous, ceux qui êtes aux avant-postes et dans chaque recoin de notre chère terre, poursuit son développement constant, en améliorant ses capacités matérielles et humaines et en renforçant ses aptitudes défensives et technologiques, afin d'être à la hauteur des

missions constitutionnelles et nobles qui lui sont confiées, ainsi qu'à la confiance que lui accorde le peuple algérien fier". "Parce que la protection et la défense de l'Algérie constituent une responsabilité noble et sacrée qui incombe à tous, l'élan national de solidarité suscité par la douloureuse épreuve traversée par certaines régions du pays à la suite des incendies de forêt a illustré les plus hauts idéaux du devoir, de l'unité et de la solidarité. Nous avons été témoins de scènes où les efforts des membres de l'Armée nationale populaire, des agents de la Protection civile, des services de la Direction des forêts et autres institutions de l'Etat se sont mêlés à ceux des citoyens", relève la revue. "Une fois encore, ces événements ont démontré que les Algériennes et les Algériens, dans toute leur diversité, ne font que renforcer leur cohésion face à l'adversité. Ils ont également confirmé que la défense de la Patrie est une cul-

ture profondément ancrée, une conscience collective et un profond sentiment du devoir envers une terre qui est notre unique Patrie", précise la même source. "En conclusion, en cette occasion, nous ne pouvons que présenter nos salutations et notre reconnaissance à tous les vaillants fils et filles de notre Armée nationale populaire qui poursuivent avec fidélité le chemin de la loyauté envers le serment des Chouhada des résistances populaires, de la glorieuse Révolution libératrice et du devoir national. Leur unique préoccupation demeure la préservation de la sécurité de l'Algérie, de sa stabilité et de la quiétude de son peuple", souligne la même source. "Puisse notre Patrie demeurer, comme l'ont voulu nos glorieux prédécesseurs, souveraine dans ses décisions, forte par ses dirigeants, unie par ses enfants, fière de son Armée nationale populaire et que sa stabilité reste le devoir sacré de chacun", conclut la revue.

APS

Pensée

Hommage, un an après

Il y a un an, nous quittait Mohamed Ayadi. Il aura été, jusqu'au terme de sa vie, un militant acharné et dévoué de la construction nationale, de l'ancrage de l'Algérie dans son espace naturel, le Continent africain. L'une de ses dernières contributions majeures à la construction nationale et au-delà, à la réalisation de son rêve, aura été la matérialisation du projet de la Route Transsaharienne. Grâce à ce projet majeur et potentiellement structurant, il a mis en exergue le caractère critique de l'aménagement des régions frontalières, au double plan économique et sécuritaire. Il a tenté d'aller plus loin encore, en impliquant la CNUCED dans la conduite d'une étude sur la promotion de la Route Transsaharienne en un « Corridor Economique » au service de l'intégration régionale, de la promotion du niveau de vie des populations frontalières, et des pays parties prenantes. Ses passages réguliers à la Banque africaine de développement et sa contribution brillante aux dossiers dont il a eu la charge méritent également d'être rappelés. Mais pour nous, ses amis, il n'y a pas que cet aspect. Il y avait surtout sa disponibilité à nous réunir régulièrement pour le plaisir de se revoir, d'évoquer des moments passés ; mais aussi d'échanger sur les perspectives pour notre pays sur sa construction et sur sa jeunesse. Certains parmi nous n'appartenaient pourtant pas au cercle naturel de son monde professionnel. Et la formation de ces liens qui durent encore, on le lui doit. Chaque fois que l'on se retrouvait, on n'était pas tous d'accord, loin s'en faut. Mais on avait la sérénité de l'acceptation des autres points de vue. Et ces moments, aujourd'hui, depuis son départ il y a un an, se font de plus en plus rares. Et les départs sans retour de plus en plus nombreux, comme celui de notre ami et compagnon Mohamed Djema qui insistait pour qu'on maintienne le Momentum qu'il avait su créer. Un an après son départ sans crier gare, le vide est grand et Mohamed Ayadi demeure toujours présent parmi nous, ses amis et ses compagnons, autant que ses propres enfants. Au nom de tous, Repose en paix Mohamed, avec la certitude du devoir accompli.

MM. Bourenane Naceur ;
Belmihoub Djamel ;
Izli Arezki et Safir Nadji.